



*Liberté • Égalité • Fraternité*  
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

CORRÈZE

RECUEIL DES ACTES  
ADMINISTRATIFS SPÉCIAL  
N°19-2016-044

PUBLIÉ LE 2 NOVEMBRE 2016

# Sommaire

## **Direction départementale des finances publiques de la Corrèze**

19-2016-10-21-002 - Délégation générale de signature – trésorerie de Corrèze (1 page) Page 4

## **Direction départementale des territoires / Secrétariat Général /Mission Education et Sécurité Routière**

19-2016-10-26-002 - Arrêté préfectoral modificatif 11/2016 portant réglementation temporaire de la circulation des véhicules transportant des bois ronds (18 pages) Page 6

## **Direction départementale des territoires / Service de l'Environnement**

19-2016-10-25-001 - Arrêté préfectoral portant approbation de la modification du plan de prévention du risque naturel prévisible d'inondation (PPRi) du bassin de la Vézère. (3 pages) Page 25

## **Direction des relations avec les collectivités locales / Bureau de l'intercommunalité et du contrôle de légalité / DRCL1**

19-2016-09-12-018 - décision d'annulation de l'avis émis le 4 juillet 2016 par la commission départementale d'aménagement commercial de la Corrèze (2 pages) Page 29

19-2016-10-26-001 - Ordre du jour de la commission départementale d'aménagement commercial du 24 novembre 2016 (1 page) Page 32

## **Direction des relations avec les collectivités locales / Bureau de l'urbanisme et du cadre de vie / DRCL3**

19-2016-10-10-006 - Arrêté préfectoral complémentaire délivré à la société CORREZE RECUPERATION encadrant les modifications apportées à son site de Saint-Priest-de-Gimel (4 pages) Page 34

19-2016-10-13-002 - Arrêté préfectoral portant enregistrement des installations du GAEC DE BERNOTTE sur les communes de Vitrac-sur-Montane et Sarran (4 pages) Page 39

19-2016-10-24-001 - Arrêté préfectoral portant prorogation de la déclaration d'utilité publique du 16 décembre 2011 concernant les travaux nécessaires à la réhabilitation de 6 immeubles situés dans le périmètre de restauration immobilière "La Barrière", programme n°4, commune de Tulle (1 page) Page 44

## **Direction régionale des entreprises,de la concurrence,de la consommation,du travail et de l'emploi**

19-2016-10-17-001 - Arrêté portant renouvellement d'agrément d'un organisme de services à la personne n° SAP401450960 (2 pages) Page 46

19-2016-10-12-001 - Arrêté portant renouvellement d'agrément d'un organisme de services à la personne n°sap380298802 (2 pages) Page 49

19-2016-10-14-001 - Arrêté portant renouvellement d'agrément d'un organisme de services à la personne n°SAP392595591 (2 pages) Page 52

19-2016-10-19-002 - Récépissé de déclaration d'un organisme de services à la personne enregistré sous le n° SAP/537406613 (2 pages) Page 55

|   |         |
|---|---------|
| 19-2016-10-14-002 - Récépissé de déclaration d'un organisme de services à la personne enregistré sous le n° SAP392595591 (2 pages)  | Page 58 |
| 19-2016-10-17-002 - Récépissé de déclaration d'un organisme de services à la personne enregistré sous le n° SAP401450960 (2 pages)  | Page 61 |
| 19-2016-10-12-002 - Récépissé de déclaration d'un organisme de services à la personne enregistré sous le n°SAP380298802 (2 pages)   | Page 64 |
| <b>Préfecture - Mission de coordination interministérielle</b>  |         |
| 19-2016-10-28-001 - Arrêté préfectoral n°19-2016-00346 portant modification de l'arrêté n°19-2015-00400 au titre de l'article l 214-3 du code de l'environnement concernant l'opération de renaturation de la rivière Corrèze (4 pages) | Page 67 |
| <b>Préfecture / Direction des relations avec les collectivités locales /Bureau de l'urbanisme et du cadre de vie</b>  |         |
| 19-2016-10-24-002 - avis de prorogation de DUP du 16 décembre 2011 pour la restauration immobilière La Barrière - Tulle (1 page)  | Page 72 |

Direction départementale des finances publiques de la  
Corrèze

19-2016-10-21-002

Délégation générale de signature – trésorerie  
de Corrèze



DIRECTION DÉPARTEMENTALE  
DES FINANCES PUBLIQUES DE LA CORREZE

POLE GESTION PUBLIQUE

CODIQUE : -019006

**PROCURATION SOUS SEING PRIVÉ**  
à donner par les Trésoriers  
à leur(s) fondé(s) de pouvoir temporaire(s) ou permanent(s)

Le soussigné(e) : Caroline Chatain-Peronnin  
Trésorier de : Corrèze

déclare :

Constituer pour son mandataire spécial Véronique Sartre  
travaillant à Corrèze

lui donner pouvoir de gérer et administrer pour lui et en son nom, en son absence la trésorerie de Corrèze

**Objet :** D'opérer les recettes et les dépenses relatives à tous les services, sans exception, de recevoir et payer toutes sommes qui sont ou pourraient être légitimement dues, à quelque titre que ce soit, par tous contribuables, débiteurs ou créanciers des divers services dont la gestion lui est confiée, d'exercer toutes poursuites, d'acquitter tous mandats, et d'exiger la remise des titres, quittances et pièces justificatives prescrites par les règlements, de donner ou retirer quittance valable de toutes sommes reçues ou payées, de signer récépissés, quittances ou décharges, de fournir tous états de situation et toutes autres pièces demandées par l'administration, d'opérer à la Direction départementale des finances publiques les versements aux époques prescrites et en retirer récépissé à talon, de le représenter auprès des personnels de la Poste pour toute opération ainsi qu'auprès de la Banque de France.

En conséquence :

- lui donner pouvoir de passer tous actes, d'élire domicile et de faire, d'une manière générale, toutes les opérations qui peuvent concerner la gestion de la trésorerie de Corrèze entendant ainsi transmettre à Véronique Sartre tous les pouvoirs suffisants pour qu'il (elle) puisse, sans son concours, mais sous sa responsabilité, gérer ou administrer tous les services qui lui sont confiés.
- l'autoriser à effectuer les déclarations de créances et à agir en justice.

Fait à Corrèze , le 21 octobre 2016 (1)

(1) la date en toutes lettres

(2) faire précéder la signature des mots : Bon pour pouvoir

Signature du mandataire,

Signature du mandant, (2)

Bon pour pouvoir

Direction départementale des territoires / Secrétariat  
Général /Mission Education et Sécurité Routière

19-2016-10-26-002

Arrêté préfectoral modificatif 11/2016 portant  
réglementation temporaire de la circulation des véhicules  
transportant <sup>Transport</sup> des bois ronds



Liberté • Égalité • Fraternité  
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PRÉFET DE LA CORRÈZE

Direction départementale des territoires

**Arrêté préfectoral modificatif 11/2016  
portant réglementation temporaire de la circulation  
des véhicules transportant des bois ronds**

Le préfet de la corrèze,

Vu le code de la route, notamment ses articles R. 433-9 à R. 433,16,

Vu le décret n° 2009-780 du 23 juin 2009 relatif au transport de bois ronds et complétant le code de la route,

Vu le code de la voirie routière, notamment ses articles L. 131-8 et L. 141-9,

Vu l'avis du président du conseil départemental de la Corrèze,

Vu l'avis des maires des communes concernées,

Vu l'arrêté préfectoral en date du 29 décembre 2010, portant réglementation de la circulation des véhicules transportant des bois ronds,

Vu les demandes présentées par les donneurs d'ordre du transport de bois ronds,

Sur proposition de Monsieur le secrétaire général de la préfecture de la Corrèze,



cité administrative Jean Montalat, place Martial Brigouleix – BP 314 – 19011 Tulle cedex – Tél. : 05.55.21.80.26  
heures d'ouverture de la cité administrative : 8h00 – 18h00  
vous êtes invités à privilégier les horaires suivants : 8h30-12h00 / 13h30-16h30  
www.correze.gouv.fr

rubrique : /Services-de-l-Etat/Agriculture-environnement-amenagement-et-logement/Direction-departementale-des-territoires-DDT



**Arrête :**

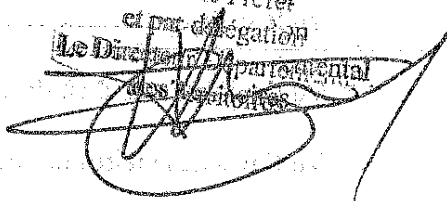
**Art. 1 :** – Les documents annexés à l'arrêté préfectoral du 29 décembre 2010 sus-visé sont remplacés par ceux qui sont annexés au présent arrêté préfectoral. Ces documents sont consultables sur le site internet [www.transbois-limousin.info](http://www.transbois-limousin.info), rubrique : Voirie > Les arrêtés de circulation de la Corrèze > **Nouvel arrêté préfectoral modificatif pour la Corrèze**

**Art. 2 :** – L'arrêté du 29 septembre 2016 modifiant l'arrêté du 29 décembre 2010 portant réglementation de la circulation des véhicules transportant des bois ronds est abrogé.

**Art. 3 :** – Le colonel commandant le groupement de gendarmerie départemental de la Corrèze, le directeur départemental de la sécurité publique, le président du conseil départemental, le directeur de la société des autoroutes du sud de la France, le directeur de la direction interdépartementale des routes du centre-ouest, le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement, le directeur départemental des territoires, sont chargés chacun en ce qui les concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture.

Tulle, le 26 OCT. 2016

Pour le Préfet  
et par délégation  
Le Directeur départemental  
des territoires



François GEAY



**Arrêté préfectoral  
portant réglementation temporaire de la circulation  
des véhicules transportant des bois ronds**

Annexe récapitulative – Novembre 2016

**I – Réseau dérogatoire permanent :**

**A) Voirie État et société d'autoroute :**

| Route | Extrémités  |
|-------|---|
| A20   | Totalité de la traversée du département de la Corrèze |
| A89   | Totalité de la traversée du département de la Corrèze |

**B) Voirie départementale :**

| Route    | Extrémités                               |   |
|----------|--|---|
| 3        | CHAMBERET – carrefour RD 16              | SOUDAINE LA VINADIÈRE – carrefour RD 132          |
| 16       | EGLETONS – carrefour RD1089              | TREIGNAC – carrefour RD16 (e5)                    |
| 16       | ROSIERS D'EGLETONS – carrefour RD16 (e)  | ROSIERS D'EGLETONS – carrefour RD18               |
| 16       | TREIGNAC – carrefour RD16 (e3)           | CHAMBERET – carrefour RD3                         |
| 18       | ROSIERS D'EGLETONS – carrefour RD16      | MARCILLAC-LA-CROISILLE – carrefour RD978          |
| 18       | MARCILLAC-LA-CROISILLE – carrefour RD978 | SAINT-MARTIN-LA-MEANNE – PR 8                     |
| 20       | MEILHARDS – carrefour RD132              | MASSERET carrefour échangeur 43 / A20             |
| 26       | GIMEL-LES-CASCADES – carrefour RD978     | ST-PRIEST-DE-GIMEL – carrefour RD1089             |
| 36       | MAUSSAC – carrefour RD1089               | MEYMAC – carrefour RD36 (e) sud                   |
| 36       | MEYMAC – carrefour RD36 (e) nord         | MEYMAC – carrefour RD979 Lontrade                 |
| 132      | SOUDAINE-LA VINADIÈRE – carrefour RD3    | MEILHARDS – carrefour RD20                        |
| 820      | NESPOULS – carrefour RD19 E2             | NESPOULS – limite LOT                             |
| 920      | NESPOULS – carrefour RD19                | NESPOULS – carrefour RD19 E2                      |
| 922      | BORT-LES-ORGUES – limite CANTAL Nord     | BORT-LES-ORGUES – limite CANTAL Sud               |
| 940      | VIAM – carrefour RD979                   | L'ÉGLISE-AUX-BOIS – Limite HAUTE-VIENNE           |
| 940      | SEILHAC – carrefour RD1120               | VIAM – carrefour RD979                            |
| 978      | MARCILLAC-LA-CROISILLE – carrefour RD18  | GIMEL-LES-CASCADES – carrefour RD26               |
| 979      | ST-ANGEL – carrefour RD1089              | BORT-LES-ORGUES – carrefour avec RD922            |
| 979      | MEYMAC – carrefour RD36 Lontrade         | VIAM – carrefour RD940                            |
| 979      | SAINT-ANGEL – carrefour RD1089           | MEYMAC – carrefour RD36 (e2)                      |
| 980      | ARGENTAT – carrefour RD2120              | ST-JULIEN-AUX-BOIS – limite CANTAL                |
| 982      | USSEL – carrefour RD1089                 | ST-REMY – limite CREUSE                           |
| 982      | MESTES – carrefour RD979 Sud             | NEUVIC – carrefour RD171                          |
| 1089     | FEYT – Limite PUY-DE-DOME                | USSAC – carrefour échangeur 49 / A20              |
| 1120     | NAVES – carrefour échangeur 20 / A89     | ESPARTIGNAC – carrefour échangeur 45 / A20        |
| 1120     | LAGUENNE – carrefour RD1089              | GOULLES – limite CANTAL                           |
| 2120     | ARGENTAT – carrefour RD1120 Sud          | ARGENTAT – carrefour RD980                        |
| 142 (e2) | ROSIERS D'EGLETONS – carrefour RD1089    | ROSIERS D'EGLETONS – carrefour échangeur 22 / A89 |
| 16 (e3)  | TREIGNAC – carrefour RD940               | TREIGNAC – carrefour RD16                         |
| 16 (e5)  | TREIGNAC – carrefour RD16                | TREIGNAC – carrefour RD940                        |
| 36 (e)   | MEYMAC – carrefour RD36 Sud              | MEYMAC – carrefour RD36 Nord                      |
| 940 (e4) | LAGUENNE – carrefour RD1120              | TULLE – carrefour RD940                           |
| 940      | TULLE – carrefour RD940 (e4)             | ALTILLAC – Limite LOT                             |

C) Desserte des sites de transformations :

| Etablissement | Route     | Extrémités                                   |  |
|---------------|-----------|--|--|
| GOUNY         | D982      | USSEL - carrefour RD1089                     | USSEL - accès Ets GOUNY                      |
| GATIGNOL      | D108      | ST-ANGEL - carrefour RD1089                  | ST-ANGEL - accès Ets GATIGNOL                |
| DESTÈVE       | D168      | MESTES - carrefour RD979                     | LIGINIAC - carrefour RD108                   |
|               | D108      | LIGINIAC - carrefour RD168                   | LIGINIAC - accès Ets DESTÈVE                 |
| SAFEF         | D168 (e2) | ST-ETIENNE-LA-GENESTE - carrefour RD168      | ST-ETIENNE-LA-GENESTE - accès Ets SAFEF      |
| MAGNOL        | D171      | NEUVIC - carrefour RD982                     | NEUVIC - accès Ets MAGNOL                    |
| TERRIOU       | D157      | TREIGNAC - carrefour RD16                    | TREIGNAC - accès Ets TERRIOU                 |
| DUNOUHAUD     | D3        | CHAMBERET - carrefour RD16                   | CHAMBERET - accès Ets DUNOUHAUD              |
| GARAIS        | D32       | BUGEAT - carrefour RD979                     | GOURDON-MURAT - Accès scierie GARAIS         |
| VIGEON        | D44       | SEILHAC - carrefour RD1120                   | ST-CLEMENT - carrefour RD7                   |
|               | D7        | ST-CLEMENT - carrefour RD44                  | NAVES - carrefour RD53 (e2)                  |
|               | D53 (e2)  | NAVES - carrefour RD7                        | NAVES - accès Ets VIGEON                     |
| CHENEU        | D920      | MASSERET - carrefour échangeur 43 / A20      | SALON-LA-TOUR - carrefour échangeur 44 / A20 |
|               | D26       | SALON-LA-TOUR - carrefour RD920              | SALON-LA-TOUR - accès Ets CHENEU             |
| VALETTE       | D920      | SALON-LA-TOUR - carrefour échangeur 44 / A20 | UZERCHE - accès Ets VALETTE                  |
| GILIBERT      | D25       | DONZENAC - carrefour échangeur 48 / A20      | ALLASSAC - accès Ets GILIBERT                |
| CFBL          | Vp        | USSEL - carrefour RD1089                     | USSEL - ZI Empereur - accès Ets CFBL         |

## D) Voirie communale et intercommunale :

| Commune                  | Route      | Extrémités   |   |
|--------------------------|------------|--|---|
| AFFIEUX                  | VC 10      | D 940  | Peuch   |
| BELLECHASSAGNE           | VIC 11     | D 80   | VC 1  |
| BONNEFOND                | VC 6       | D 18 la croix des Duis                               | D 119 la Naucodie par Florentin                 |
| BONNEFOND                | VIC 5      | D 18 La Perière                                      | VIC 5 à Orluc                                   |
| BUGEAT                   | VIC 2      | D 97 Mourieras                                       | VIC 2 au croisement de la route de la Chassagne |
| CHAMBERET                | VC 6       | D 16, la Freygnoux, les Borderies, Bonnat.           |   |
| CONFOLENT PORT DIEU      | VC 1       | D 82   | VC 7  |
| L'EGLISE AUX BOIS        | VC 2       | D 132e2 les 4 routes carres à Plafeix                | D 940 Prabonneau                                |
| LACELLE                  | VC 7       | D 940 les Goursolles par la Croix des 4, le Magadoux | D 132E1   |
| LAMAZIERE BASSE          | VC 5       | VC 41  | D 100   |
| LAMAZIERE BASSE          | VC 43      | VC 6   | VC 41   |
| LAMAZIERE BASSE          | VC 41      | VC 43  | VC 5  |
| LAMAZIERE BASSE          | VC 8       | D 991  | hameau du Four                                  |
| LAMAZIERE HAUTE          | VC 2       | D 21 Les Fonds de Pradillou                          | D 21 E3 Le bourg                                |
| LATRONCHE                | VC 16      | VC 17  | VC 1 Labrousse                                  |
| LAVAL SUR LUZEGE         | VC 5       | VC10   | la Bastide                                      |
| LAVAL SUR LUZEGE         | VC 10      | D 978  | CR 3  |
| LE JARDIN                | VC 2       | D 18   | VC 15   |
| LIGINIAC                 | VC 29      | VC 1 village de Peyroux                              |   |
| LIGINIAC                 | VC 32      | D 20   | VIC 7   |
| LIGINIAC                 | VC 14      | D 183 Yeux par Laprade                               | VC 5 Peyroux                                    |
| LIGINIAC                 | VC 5       | D 20 La Bissiere par VC 3                            | VC 29 Peyroux                                   |
| MEYMAC                   | ZA Maubech | D 35E la Gare  | Desserte ZI tranche 1 ZA de Maubech             |
| MEYMAC                   | ZA Maubech | Renforcement chaussée ZA Maubech tr.3                |   |
| MEYMAC                   | ZA Maubech | Renforcement chaussée ZA Maubech tr.2                |   |
| MOUSTIER VENTADOUR       | VC 8       | D 991 par les Farges                                 | D 16  |
| NEUVIC                   | VC 6       | D 982  | Vent Bas  |
| NEUVIC                   | VC 118     | VC 6 dans Vent Bas                                   |   |
| NEUVIC                   | VC 186     | Vent Bas en direction de Pont des Ajustants          |   |
| NEUVIC                   | VC 15      | D 982  | D 982 par Pellachal                             |
| PALISSE                  | VC 11      | D 103  | Autechaud                                       |
| PALISSE                  | VC 1       | VC 2 Rio Clavel                                      | VC 3 La Malessoute                              |
| ROSIERS D'EGLÉTONS       | VC 17      | D 1089   | A 89  |
| SAILLAC                  | VC         | D 28   | Scierie   |
| SAINTE ANGE              | VC 28      | D 171 par le Bouchaud                                | la Maison Neuve limite Combressol               |
| SAINTE ANGE              | VC 15      | D 1089   | D 171 par le Mas                                |
| SAINTE GERMAIN LAVOLPS   | VC 6       | D 30   | D 104 par Puy St Ange                           |
| SAINTE HILAIRE LUC       | VC 10      | D 89 Junieres  | D 166 limite Latronche                          |
| SAINTE MERD LES OUSSINES | VIC 4      | D 109  | VC 11   |
| SAINTE REMY              | VC 23      | D 982  | D 21  |
| SAINTE SETIERS           | VC 6       | VC 8 Langlade carrefour D 174 E1                     | VC 8 Villevaleix                                |
| SAINTE SETIERS           | VIC 14     | D 36   | D 80  |
| SAINTE VICTOUR           | VC 1       | D 979  | D 45 par Bessolles                              |
| SERANDON                 | VC 9       | D 20 E1  | VC 14   |
| SERANDON                 | VC 12      | VIC 1  | VC 5  |
| SOUDEILLES               | VC 2       | D 119  | Bonneval  |
| ST HILAIRE LES COURBES   | VC 11      | St Hilaire les Courbes D 940                         | Les Chaussades                                  |
| ST YRIEIX LE DEJALAT     | VC 6       | Le Pilard  | Le Champ Marsaly                                |
| TREIGNAC                 | VC 17      | D 132 E3, la Grillère, le Mac                        | VC limite St Hilaire les Courbes                |
| TREIGNAC                 | VC 53      | La Goutte  | D 940   |

## II- Réseau dérogatoire temporaire :

| N° Itinéraire | Code Postal | Commune         | Lieu-dit de chargement  | Point de raccordement au réseau dérogatoire permanent | Prescriptions du gestionnaire  | Nom du gestionnaire |
|---------------|-------------|-----------------|-------------------------|---|--|---------------------|
| 9713/ 9366    | 19260       | AFFIEUX         | Laprade                 | D940  |  |                     |
| 10530/ 10126  | 19260       | AFFIEUX         | l'Eburdellerie          | D 940   |  |                     |
| 10786/ 10389  | 19260       | AFFIEUX         | Le Maury                | D 940   |  |                     |
| 10787/ 10390  | 19260       | AFFIEUX         | Maury                   | D 940   |  |                     |
| 10490/ 10093  | 19200       | AIX             | Font Bella              | D 1089  |  |                     |
| 10491/ 10094  | 19200       | AIX             | Bois de Bonaygue Venard | D 1089  | Prendre RDV avec M le Maire au 06 12 48 72 46 pour Etat des lieu préalable avant commencement. Merci d'avance. Cordialement. | AIX                 |
| 10880/ 10485  | 19200       | AIX             | Le grand pré Venard     | D 1089  |  |                     |
| 10419/ 10020  | 19380       | ALBUSSAC        | le Moulin Faurissou     | D 940   |  |                     |
| 10421/ 10022  | 19380       | ALBUSSAC        | la Maison Grande        | D 940   |  |                     |
| 10470/ 10074  | 19380       | ALBUSSAC        | Puy dome                | D 940   |  |                     |
| 10356/ 9960   | 19200       | ALLEYRAT        | La Fontanelle           | D 979   |  |                     |
| 10653/ 10262  | 19200       | ALLEYRAT        | Roumignac               | D 979   |  |                     |
| 10653/ 10263  | 19200       | ALLEYRAT        | Roumignac               | D 979   |  |                     |
| 10500/ 10105  | 19250       | AMBRUGEAT       | Piste la Blanche        | D 979   |  |                     |
| 10579/ 10181  | 19250       | AMBRUGEAT       | Beynat                  | D 979   |  |                     |
| 10583/ 10185  | 19230       | ARNAC-POMPADOUR | Chigniac                | D 920   |  |                     |
| 10584/ 10186  | 19230       | ARNAC-POMPADOUR | Chigniac                | D 920   |  |                     |
| 10501/ 10106  | 19800       | BAR             | Ceaux                   | D 1089  |  |                     |
| 10809/ 10412  | 19800       | BAR             | Ceaux                   | D 1089  |  |                     |
| 10836/ 10439  | 19390       | BEAUMONT        | La Méchaussie           | D 1120  |  |                     |
| 10681/ 10278  | 19290       | BELLECHASSAGNE  | Puy de Justice          | D 21  |  |                     |

| N° Itinéraire | Code Postal | Commune     | Lieu-dit de chargement           | Point de raccordement au réseau dérogatoire permanent | Prescriptions du gestionnaire  | Nom du gestionnaire |
|---------------|-------------|-------------|----------------------------------|---|--|---------------------|
| 9832/ 9477    | 19510       | BENAYES     | Puy Maly                         | A 20  |  |                     |
| 10375/ 9980   | 19510       | BENAYES     | Chez Vergnaud                    | D 20  |  |                     |
| 10569/ 10172  | 19510       | BENAYES     | Le Bourg                         | D 920   |  |                     |
| 10783/ 10386  | 19510       | BENAYES     | les Landes de Benayes            | D20   |  |                     |
| 10796/ 10399  | 19510       | BENAYES     | les Landes de Benayes            | D 20  |  |                     |
| 10485/ 10088  | 19190       | BEYNAT      | champ de fradasse                | D 940   |  |                     |
| 10518/ 10117  | 19190       | BEYNAT      | le pied de perge                 | D 940   | Etat moyen de la chaussée a été noté. un empierrement du chemin a été réalisé par l'entreprise avant travaux. Matériaux fournis par la collectivité. | BEYNAT              |
| 10768/ 10371  | 19190       | BEYNAT      | Chassanocet                      | D 940   |  |                     |
| 10568/ 10171  | 19230       | BEYSSENAC   | Le Montezin                      | D 920   | Itinéraire par RD107, RD902, RD20e7.   | CTRB BRIVE          |
| 10483/ 10086  | 19170       | BONNEFOND   | la montagne, piste de la blanche | D 16  |  |                     |
| 10529/ 10127  | 19170       | BONNEFOND   | Anglard                          | D 16  |  |                     |
| 10537/ 10134  | 19170       | BONNEFOND   | cf plan                          | D 32  |  |                     |
| 10611/ 10214  | 19170       | BONNEFOND   | la Chattemissie                  | D 16  |  |                     |
| 10683/ 10280  | 19170       | BONNEFOND   | cf plan                          | D 32  |  |                     |
| 10414/ 10015  | 19370       | CHAMBERET   | Joulageix                        | D 940   | Remise en état de la piste empierrée après travaux. Rappeler 06.67.65.33.15 pour faire état des lieux  | CHAMBERET           |
| 10625/ 10235  | 19370       | CHAMBERET   | puy des faye                     | D 3/D 132   |  |                     |
| 10798/ 10401  | 19370       | CHAMBERET   | Chastangeaux                     | D 16  |  |                     |
| 10816/ 10419  | 19370       | CHAMBERET   | Chantecor                        | D 3   |  |                     |
| 10851/ 10453  | 19370       | CHAMBERET   | cf plan                          | D 940   |  |                     |
| 9774/ 9424    | 19450       | CHAMBOULIVE | Champ                            | D 940   |  |                     |
| 10473/ 10076  | 19330       | CHAMEYRAT   | Chameyrat le vieux               | D 1089  |  |                     |

| N° Itinéraire | Code Postal | Commune               | Lieu-dit de chargement                   | Point de raccordement au réseau dérogatoire permanent | Prescriptions du gestionnaire  | Nom du gestionnaire |
|---------------|-------------|-----------------------|--|---|--|---------------------|
| 10455/ 10064  | 19320       | CHAMPAGNAC-LA-NOAILLE | les combes                               | D 18  |  |                     |
| 10465/ 10068  | 19320       | CHAMPAGNAC-LA-NOAILLE | La Noaille                               | D 1089  |  |                     |
| 10696/ 10301  | 19320       | CHAMPAGNAC-LA-NOAILLE | graffeulle                               | D 1089  |  |                     |
| 10894/ 10498  | 19320       | CHAMPAGNAC-LA-PRUNE   | Le Liac                                  | D 978   |  |                     |
| 10503/ 10108  | 19390       | CHAUMEIL              | Forêt sectionale de Maurianges           | D 16  |  |                     |
| 10563/ 10164  | 19390       | CHAUMEIL              | Les Plaines                              | D 16  |  |                     |
| 10587/ 10202  | 19390       | CHAUMEIL              | Feysseles Les Cosses                     | D 940   |  |                     |
| 10587/ 10203  | 19390       | CHAUMEIL              | Feysseles Les Cosses                     | D 16  |  |                     |
| 10587/ 10204  | 19390       | CHAUMEIL              | Feysseles Les Cosses                     | D 16  |  |                     |
| 10627/ 10236  | 19390       | CHAUMEIL              | CHASTAGNOL                               | D 16  |  |                     |
| 10794/ 10397  | 19390       | CHAUMEIL              | Le Vialaneix                             | D 16  |  |                     |
| 10839/ 10442  | 19390       | CHAUMEIL              | PUY LAGARDE                              | D 16  |  |                     |
| 10883/ 10489  | 19390       | CHAUMEIL              | le puy charrin                           | D 16  |  |                     |
| 10661/ 10266  | 19200       | CHAUVEROCHE           | combe fond chassagnol les grandes pièces | D 979   | Les camions devront rouler sans surcharge, à faible vitesse et en utilisant le milieu de la route. En cas de fortes pluies ou de gel, l'autorisation sera suspendue. | CHAUVEROCHE         |
| 10661/ 10267  | 19200       | CHAUVEROCHE           | combe fond chassagnol les grandes pièces | D 979   | Les camions devront rouler sans surcharge, à faible vitesse et en utilisant le milieu de la route. En cas de fortes pluies ou de gel, l'autorisation sera suspendue. | CHAUVEROCHE         |
| 10557/ 10158  | 19160       | CHIRAC-BELLEVUE       | Vernéjoux                                | D 168   |  |                     |
| 10554/ 10155  | 19250       | COMBRESSOL            | Bonnesagne                               | D 1089  |  |                     |
| 10582/ 10184  | 19250       | COMBRESSOL            | Maison Neuve                             | D 1089  |  |                     |
| 10837/ 10440  | 19140       | CONDAT-SUR-GANA VEIX  | Psychiras                                | D 920   |  |                     |

| N° Itinéraire | Code Postal | Commune           | Lieu-dit de chargement           | Point de raccordement au réseau dérogatoire permanent | Prescriptions du gestionnaire                                      | Nom du gestionnaire |
|---------------|-------------|-------------------|----------------------------------|---|--|---------------------|
| 10607/ 10206  | 19340       | COURTEIX          | ROUBEIX                          | D 1089  |  |                     |
| 10924/ 10525  | 19340       | COURTEIX          | Roubeix                          | D 1089  | Tenir compte des conditions climatiques pour l'évacuation du bois. | COURTEIX            |
| 10547/ 10148  | 19300       | DARNETS           | Les Rebières                     | D 1089  |  |                     |
| 10831/ 10432  | 19300       | DARNETS           | cf plan                          | D 1089  |  |                     |
| 10483/ 10086  | 19250       | DAVIGNAC          | la montagne, piste de la blanche | D 16  |  |                     |
| 10859/ 10462  | 19250       | DAVIGNAC          | Cisterne                         | D 1089  |  |                     |
| 10472/ 10075  | 19270       | DONZENAC          | Grand roche                      | D 1089  |  |                     |
| 10767/ 10370  | 19410       | ESTIVAUX          | Les Escures                      | D 1120  |  |                     |
| 10595/ 10194  | 19800       | EYREIN            | Chabannes                        | D 1089  |  |                     |
| 10933/ 10536  | 19170       | GOURDON-MURAT     | Puy Grand                        | D 32  | Ne pas sortir les camions chargés par la VC3 côté Bugeat           | GOURDON-MURAT       |
| 10379/ 9983   | 19170       | LACELLE           | Puy de Plainartige               | Limite 87/D 940                                       | Avis favorable pour le Département de la Corrèze.                  | CTRB TULLE          |
| 10521/ 10122  | 19170       | LACELLE           | Le Magadoux                      | D 979   |  |                     |
| 10522/ 10120  | 19170       | LACELLE           | Le Mas Vallier                   | D 979   |  |                     |
| 10574/ 10177  | 19170       | LACELLE           | Chissac                          | Limite 87/D 940                                       | Avis favorable pour la partie Département de la Corrèze.           | CTRB TULLE          |
| 10754/ 10357  | 19170       | LACELLE           | Villesaint                       | Limite 23/D 940                                       | Avis favorable pour la partie sur le Département de la CORREZE.    | CTRB TULLE          |
| 10755/ 10358  | 19170       | LACELLE           | Haute Besse                      | Limite 23/D 940                                       | Avis favorable pour la partie sur le Département de la CORREZE.    | CTRB TULLE          |
| 10734/ 10339  | 19320       | LAFAGE-SUR-SOMBRE | Prauvialle                       | D 18  |  |                     |
| 10759/ 10362  | 19320       | LAFAGE-SUR-SOMBRE | Constant                         | D 18  |  |                     |
| 10623/ 10231  | 19500       | LAGLEYGEOLLE      | Le Pouch                         | A 20 sortie 51  |  |                     |
| 10623/ 10232  | 19500       | LAGLEYGEOLLE      | Le Pouch                         | D 1089  |  |                     |

| N° Itinéraire | Code Postal | Commune           | Lieu-dit de chargement | Point de raccordement au réseau dérogatoire permanent | Prescriptions du gestionnaire  | Nom du gestionnaire |
|---------------|-------------|-------------------|------------------------|---|--|---------------------|
| 10623/ 10233  | 19500       | LAGLEYGEOLLE      | Le Pouch               | D 940   |  |                     |
| 10468/ 10071  | 19160       | LAMAZIERE-BASSE   | Traux                  | D 1089  |  |                     |
| 10469/ 10072  | 19160       | LAMAZIERE-BASSE   | La Nouaille            | D 982   |  |                     |
| 10558/ 10159  | 19160       | LAMAZIERE-BASSE   | Chaumeil               | D 982   |  |                     |
| 10577/ 10179  | 19160       | LAMAZIERE-BASSE   | Le Bos                 | D 1089  |  |                     |
| 10938/ 10541  | 19160       | LAMAZIERE-BASSE   | Laussine               | D 982   |  |                     |
| 10938/ 10542  | 19160       | LAMAZIERE-BASSE   | Laussine               | D 1089  |  |                     |
| 10496/ 10101  | 19190       | LANTEUIL          | La Rosine              | D 1089  |  |                     |
| 10576/ 10178  | 19340       | LAROCHE-PRES-FEYT | Pont de Malcornet      | D 1089  |  |                     |
| 10641/ 10252  | 19340       | LAROCHE-PRES-FEYT | le Bourg               | D 1089  |  |                     |
| 10646/ 10254  | 19340       | LAROCHE-PRES-FEYT | Suquet d'Autey         | D 1089  |  |                     |
| 10467/ 10070  | 19160       | LATRONCHE         | Le Mercier             | D 982   |  |                     |
| 10840/ 10443  | 19550       | LAVAL-SUR-LUZEGE  | Bernard                | D 18  |  |                     |
| 10608/ 10207  | 19300       | LE JARDIN         | la Combe Haute         | D 18  |  |                     |
| 10391/ 9994   | 19470       | LE LONZAC         | Le Varissou            | D 940   |  |                     |
| 10392/ 9995   | 19470       | LE LONZAC         | Vignanes               | D 940   | PAS DE CHARGEUR SUR LA V.C.  | LE LONZAC           |
| 10805/ 10408  | 19470       | LE LONZAC         | Dursas                 | D 940   |  |                     |
| 10806/ 10409  | 19470       | LE LONZAC         | Rome                   | D 940   | Le réseau d'eau passe dans le chemin d'où vous sortez votre bois, ainsi qu'une ventouse. Prévoir de contacter Monsieur le Maire pour vous les indiquer avec précision. | LE LONZAC           |
| 10843/ 10446  | 19470       | LE LONZAC         | Forêt de Rome          | D 940   |  |                     |



| N° Itinéraire | Code Postal | Commune                | Lieu-dit de chargement | Point de raccordement au réseau dérogatoire permanent | Prescriptions du gestionnaire   | Nom du gestionnaire |
|---------------|-------------|------------------------|------------------------|---|---|---------------------|
| 10923/ 10524  | 19470       | LE LONZAC              | rome                   | D 132   | Avis favorable sous réserve de conditions de circulation normales en cette période hivernale. | CTRB TULLE          |
| 10566/10167   | 19170       | LESTARDS               | Le Madegal             | D 157   |   |                     |
| 10566/ 10168  | 19170       | LESTARDS               | Le Madegal             | D 940   |   |                     |
| 10566/ 10169  | 19170       | LESTARDS               | Le Madegal             | D 32  |   |                     |
| 10624/ 10234  | 19170       | LESTARDS               | NESPOUX                | D 16  |   |                     |
| 10861/10464   | 19170       | LESTARDS               | Madegal                | D 16  |   |                     |
| 10620/ 10229  | 19160       | LIGINIAC               | Lac                    | D 168   |   |                     |
| 10630/ 10241  | 19160       | LIGINIAC               | La Porte               | D 168   |   |                     |
| 9772/ 9422    | 19210       | LUBERSAC               | Chaufour               | D 920   |   |                     |
| 9956/ 9603    | 19210       | LUBERSAC               | Beauclair              | D 920   |   |                     |
| 10457/ 10058  | 19470       | MADRANGES              | madranges              | D 940   |   |                     |
| 10538/ 10135  | 19470       | MADRANGES              | Feugeas                | D 940   |   |                     |
| 10682/ 10279  | 19470       | MADRANGES              | cf plan                | D 940   |   |                     |
| 10804/ 10407  | 19470       | MADRANGES              | la Croix de Michel     | D 940   |   |                     |
| 10647/ 10256  | 19320       | MARCILLAC-LA-CROISILLE | Chiniac                | D 18  |   |                     |
| 10694/ 10299  | 19320       | MARCILLAC-LA-CROISILLE | nougein                | D 18  |   |                     |
| 10695/ 10300  | 19320       | MARCILLAC-LA-CROISILLE | ehiniac                | D 18  |   |                     |
| 10324/ 9924   | 19510       | MEILHARDS              | cf plan                | D 20  |   |                     |
| 10448/ 10047  | 19510       | MEILHARDS              | Le bourliataud         | D 132   |   |                     |
| 10638/ 10250  | 19510       | MEILHARDS              | Le puy du merle        | D 20  |   |                     |
| 10671/ 10271  | 19190       | MENOIRE                | tra bousquet           | D 940   |   |                     |
| 10557/ 10158  | 19200       | MESTES                 | Vernéjoux              | D 168   |   |                     |
| 10471/ 10073  | 19250       | MEYMAC                 | Le Vert                | D 979   |   |                     |
| 10519/ 10118  | 19250       | MEYMAC                 | Encaux                 | D 979   |   |                     |
| 10835/ 10438  | 19250       | MEYMAC                 | Le Devoir              | D 979   |   |                     |

| N° Itinéraire | Code Postal | Commune                     | Lieu-dit de chargement | Point de raccordement au réseau dérogatoire permanent | Prescriptions du gestionnaire   | Nom du gestionnaire |
|---------------|-------------|-----------------------------|------------------------|---|---|---------------------|
| 10758/ 10361  | 19800       | MEYRIGNAC-L'EGLISE          | Agnoux                 | D 16  |   |                     |
| 10760/ 10363  | 19800       | MEYRIGNAC-L'EGLISE          | Suquet Long            | D 16  |   |                     |
| 10552/ 10153  | 19290       | MILLEVACHES                 | le Mas Gimel           | D 36  |   |                     |
| 10553/ 10154  | 19290       | MILLEVACHES                 | Puy d'Ambiaud          | D 36  |   |                     |
| 10731/ 10336  | 19400       | MONCEAUX-SUR-DORDOGNE       | les Chancères          | D 1120  |   |                     |
| 10817/ 10420  | 19340       | MONESTIER-MERLINES          | Bois du Bret           | D 1089  |   |                     |
| 10479/ 10082  | 19300       | MONTAIGNAC-SAINTE-HIPPOLYTE | Etang de Larchet       | D 1089  |   |                     |
| 10732/ 10337  | 19300       | MONTAIGNAC-SAINTE-HIPPOLYTE | Bois de Mars           | D 1089  |   |                     |
| 10158/ 9781   | 19300       | MOUSTIER-VENTADOUR          | Sounit                 | D 1089  |   |                     |
| 10549/ 10149  | 19300       | MOUSTIER-VENTADOUR          | pont du prieur         | D 16  |   |                     |
| 10689/ 10295  | 19300       | MOUSTIER-VENTADOUR          | Puy de la togne        | D 16  |   |                     |
| 10776/ 10379  | 19380       | NEUVILLE                    | les Aiguepares         | D 940   |   |                     |
| 10788/ 10391  | 19390       | ORLIAC-DE-BAR               | Boussac Haut           | D 16  |   |                     |
| 10832/ 10433  | 19390       | ORLIAC-DE-BAR               | La Chèze               | D 1120  |   |                     |
| 10832/ 10434  | 19390       | ORLIAC-DE-BAR               | La Chèze               | D 940   |   |                     |
| 10832/ 10435  | 19390       | ORLIAC-DE-BAR               | La Chèze               | D 142E  |   |                     |
| 10626/ 10237  | 19190       | PALAZINGES                  | puy du roc             | D 940   |   |                     |
| 10901/ 10505  | 19150       | PANDRIGNES                  | PUY BLANC              | D 978   |   |                     |
| 10480/ 10083  | 19300       | PERET-BEL-AIR               | Forêt Domaniale du Mas | D 16  |   |                     |
| 10499/ 10104  | 19300       | PERET-BEL-AIR               | Theillac et alentours  | D 16  | la VC 4 sera interdite aux poids lourds après les travaux de voiries. | PERET-BEL-AIR       |
| 10238/ 9843   | 19170       | PEROLS-SUR-VEZERE           | la Saulière            | D 979   | pont hauteur limité sur itinéraire prévu                              | PEROLS-SUR-VEZERE   |

| N° Itinéraire | Code Postal | Commune            | Lieu-dit de chargement | Point de raccordement au réseau dérogatoire permanent | Prescriptions du gestionnaire | Nom du gestionnaire |
|---------------|-------------|--------------------|------------------------|---|-------------------------------|---------------------|
| 10500/ 10105  | 19170       | PEROLS-SUR-VEZERE  | Piste la Blanche       | D 979   |                               |                     |
| 10573/ 10176  | 19170       | PEROLS-SUR-VEZERE  | Le Redon Bord          | D 979   |                               |                     |
| 10686/ 10287  | 19290       | PEYRELEVADE        | Goutelle redonde       | D 979   |                               |                     |
| 10686/ 10288  | 19290       | PEYRELEVADE        | Goutelle redonde       | D 36  |                               |                     |
| 10686/ 10289  | 19290       | PEYRELEVADE        | Goutelle redonde       | limite 23/D 982                                       |                               |                     |
| 10688/ 10290  | 19290       | PEYRELEVADE        | Les Goutelles          | D 979   |                               |                     |
| 10688/ 10291  | 19290       | PEYRELEVADE        | Les Goutelles          | D 979   |                               |                     |
| 10688/ 10292  | 19290       | PEYRELEVADE        | Les Goutelles          | D 36  |                               |                     |
| 10688/ 10293  | 19290       | PEYRELEVADE        | Les Goutelles          | Limite 23/D 982                                       |                               |                     |
| 10838/ 10441  | 19290       | PEYRELEVADE        | Caux                   | D 36  |                               |                     |
| 10856/ 10459  | 19290       | PEYRELEVADE        | Chammet                | D 979   |                               |                     |
| 10877/ 10482  | 19290       | PEYRELEVADE        | Combe Leyroux          | D 979   |                               |                     |
| 10877/ 10483  | 19290       | PEYRELEVADE        | Combe Leyroux          | D 36  |                               |                     |
| 10412/ 10014  | 19260       | PEYRISSAC          | la Bessade             | D 940   |                               |                     |
| 10792/ 10395  | 19260       | PEYRISSAC          | la Ronda               | D 3   |                               |                     |
| 10628/ 10238  | 19300       | ROSIERS-D'EGLETONS | BOURG VILLAGE          | D 142E  |                               |                     |
| 10643/ 10253  | 19350       | ROSIERS-DE-JUILLAC | Le bos                 | D 920   |                               |                     |
| 10581/ 10183  | 19200       | SAINT-ANGEL        | Maison Neuve           | D 1089  |                               |                     |
| 10605/ 10205  | 19200       | SAINT-ANGEL        | MANSERGUES             | D 1089  |                               |                     |
| 10670/ 10268  | 19200       | SAINT-ANGEL        | Les Cotes Noires       | D 1089  |                               |                     |
| 10959/ 10565  | 19130       | SAINT-AULAIRE      | Banlurette             | A 20  |                               |                     |
| 10743/ 10348  | 19490       | SAINTE-FORTUNADE   | Les buisnières         | D 940   |                               |                     |
| 10833/ 10436  | 19200       | SAINT-FREJOUX      | Vernengeal             | D 1089  |                               |                     |
| 10834/ 10437  | 19200       | SAINT-FREJOUX      | Vernengeal             | D 1089  |                               |                     |

| N° Itinéraire | Code Postal | Commune                    | Lieu-dit de chargement      | Point de raccordement au réseau dérogatoire permanent | Prescriptions du gestionnaire   | Nom du gestionnaire |
|---------------|-------------|----------------------------|-----------------------------|---|---|---------------------|
| 10680/ 10277  | 19290       | SAINT-GERMAIN-LAVOLPS      | SERINGOUR                   | D 21  |   |                     |
| 10882/ 10486  | 19290       | SAINT-GERMAIN-LAVOLPS      | endevaysse                  | VC 6/D 979  |   |                     |
| 10733/ 10338  | 19550       | SAINT-HILAIRE-FOISSAC      | Nouaille                    | D 18  |   |                     |
| 10736/ 10341  | 19550       | SAINT-HILAIRE-FOISSAC      | Enclachaud                  | D 18  |   |                     |
| 10567/ 10170  | 19170       | SAINT-HILAIRE-LES-COURBES  | Lauve                       | D 940   |   |                     |
| 10601/ 10198  | 19170       | SAINT-HILAIRE-LES-COURBES  | LA VIROLE                   | D 979   |   |                     |
| 10463/ 10066  | 19160       | SAINT-HILAIRE-LUC          | Pers                        | D 1089  |   |                     |
| 10571/ 10174  | 19560       | SAINT-HILAIRE-PEYROUX      | Vieillefond, Le Pic, Meyrat | D 9   | En accord avec le dossier 9911, un état des lieux contradictoire sera réalisé en présence du gestionnaire de la voirie (M MESTRE Nicolas - CTRB de TULLE - 06 07 94 78 33) avant l'enlèvement des dépôts. | CTRB TULLE          |
| 10728/ 10333  | 19560       | SAINT-HILAIRE-PEYROUX      | Le Chambon                  | D 1089  |   |                     |
| 10773/ 10376  | 19400       | SAINT-HILAIRE-TAURIEUX     | Chassat                     | D 940   |   |                     |
| 10780/ 10383  | 19700       | SAINT-JAL                  | Bournazel                   | D 1120  |   |                     |
| 10570/ 10173  | 19210       | SAINT-MARTIN-SEPERT        | Montagnac                   | D 920   |   |                     |
| 10784/ 10387  | 19210       | SAINT-MARTIN-SEPERT        | la Babinaudie               | D920  | Itinéraire à privilégier par la RD155 jusqu'à la rade puis RD902 jusqu'à RD920.   | CTRB BRIVE          |
| 10351/ 9979   | 19320       | SAINT-MERD-DE-LAPLEAU      | rial brauge                 | D 18  |   |                     |
| 10865/ 10470  | 19170       | SAINT-MERD-LES-OUSSINES    | Etange des Oussines         | D 979   |   |                     |
| 10864/ 10469  | 19320       | SAINT-PARDOUX-LA-CROISILLE | La Cisternie                | D 978   |   |                     |

| N° Itinéraire | Code Postal | Commune              | Lieu-dit de chargement      | Point de raccordement au réseau dérogatoire permanent | Prescriptions du gestionnaire  | Nom du gestionnaire  |
|---------------|-------------|----------------------|-----------------------------|---|--|----------------------|
| 10442/ 10044  | 19290       | SAINT-REMY           | Forêt de Bellechassagne     | D 982   |  |                      |
| 10556/ 10157  | 19290       | SAINT-REMY           | Le Bord                     | Limite 23/D 982                                       |  |                      |
| 10678/10275   | 19290       | SAINT-REMY           | Puy des Danses              | D 982   |  |                      |
| 10679/ 10276  | 19290       | SAINT-REMY           | Puy d'Aunois                | D 982   |  |                      |
| 10742/ 10347  | 19290       | SAINT-REMY           | LES FONTS                   | D 982   |  |                      |
| 10462/ 10065  | 19290       | SAINT-SETIERS        | Pallacoeur                  | D 8   |  |                      |
| 10464/ 10067  | 19290       | SAINT-SETIERS        | Les Prades                  | D 21/D 982  |  |                      |
| 10544/ 10144  | 19290       | SAINT-SETIERS        | Angieux                     | Limite 23/D 979                                       |  |                      |
| 10586/ 10188  | 19290       | SAINT-SETIERS        | Aux Roufoulets<br>Lou Pelou | Limite 23/D 982                                       |  |                      |
| 10586/ 10189  | 19290       | SAINT-SETIERS        | Aux Roufoulets<br>Lou Pelou | D 36  |  |                      |
| 10618/ 10223  | 19290       | SAINT-SETIERS        | Le Pelis                    | D 8   |  |                      |
| 10618/ 10224  | 19290       | SAINT-SETIERS        | Le Pelis                    | D 982   |  |                      |
| 10618/ 10225  | 19290       | SAINT-SETIERS        | Le Pelis                    | D 979   |  |                      |
| 10667/ 10264  | 19290       | SAINT-SETIERS        | Pallacoeur                  | D 8   |  |                      |
| 10668/ 10265  | 19290       | SAINT-SETIERS        | La Cueille                  | D 8   |  |                      |
| 10676/ 10273  | 19290       | SAINT-SETIERS        | La Croix du Pompier         | Limite 23/D 979                                       |  |                      |
| 10848/ 10449  | 19290       | SAINT-SETIERS        | La Fond des Oiseaux         | Limite 23/D 8   |  |                      |
| 10849/ 10451  | 19290       | SAINT-SETIERS        | La Fond des Oiseaux         | Limite 23/D 8   |  |                      |
| 10912/ 10512  | 19290       | SAINT-SETIERS        | les couteaux                | Limite 23/D 8   |  |                      |
| 10916/ 10517  | 19290       | SAINT-SETIERS        | Audouze                     | D 979   |  |                      |
| 10585/ 10187  | 19230       | SAINT-SORNIN-LAVOLPS | Hippodrome                  | D 920   | autorisation accordée sachant que : - la DP n°019.243.16.B0010 est validée au 17.03.16 - les accotements et la voirie ne devront pas subir de dégradation. | SAINT-SORNIN-LAVOLPS |

| N° Itinéraire | Code Postal | Commune                 | Lieu-dit de chargement | Point de raccordement au réseau dérogatoire permanent | Prescriptions du gestionnaire              | Nom du gestionnaire |
|---------------|-------------|-------------------------|------------------------|---|--|---------------------|
| 10525/ 10123  | 19250       | SAINT-SULPICE-LES-BOIS  | Chaveroche             | D 979   |  |                     |
| 10885/ 10491  | 19250       | SAINT-SULPICE-LES-BOIS  | Tafalechas             | D 36  |  |                     |
| 10782/ 10385  | 19140       | SAINT-YBARD             | Le mas gauthier        | D 920   |  |                     |
| 10807/ 10410  | 19140       | SAINT-YBARD             | le Claud               | D 920   |  |                     |
| 10459/ 10061  | 19300       | SAINT-YRIEIX-LE-DEJALAT | Divers                 | D 16  |  |                     |
| 10460/ 10062  | 19300       | SAINT-YRIEIX-LE-DEJALAT | Pont des Pradeleix     | D 16  |  |                     |
| 10461/ 10063  | 19300       | SAINT-YRIEIX-LE-DEJALAT | Viossanges             | D 16  |  |                     |
| 10478/ 10081  | 19300       | SAINT-YRIEIX-LE-DEJALAT | Puy de la Chassagne    | D 16  |  |                     |
| 10580/ 10182  | 19300       | SAINT-YRIEIX-LE-DEJALAT | Lachaud                | D 16  |  |                     |
| 10687/ 10286  | 19300       | SAINT-YRIEIX-LE-DEJALAT | Le Mas                 | D 16  |  |                     |
| 10920/ 10520  | 19300       | SAINT-YRIEIX-LE-DEJALAT | commerly               | D16   |  |                     |
| 10527/ 10124  | 19510       | SALON-LA-TOUR           | la Bachellerie         | D 920   |  |                     |
| 10415/ 10016  | 19800       | SARRAN                  | Enval                  | D 142E/D 1089   |  |                     |
| 10785/ 10388  | 19800       | SARRAN                  | Le mornard             | D16   |  |                     |
| 10812/ 10415  | 19230       | SEGUR-LE-CHATEAU        | les Palissas           | D 920   |  |                     |
| 10761/ 10364  | 19700       | SEILHAC                 | la Borie Blanche       | D 940   |  |                     |
| 10616/ 10219  | 19190       | SERILHAC                | l escurote             | D 940   | remise en état de la route si dégradations | SERILHAC            |
| 9133/ 8812    | 19290       | SORNAC                  | Neuvialle              | D 979   |  |                     |
| 10542/ 10142  | 19290       | SORNAC                  | Puy Lapouge            | D 21  |  |                     |
| 10606/ 10208  | 19290       | SORNAC                  | La font saint martin   | D 36  |  |                     |
| 10606/ 10209  | 19290       | SORNAC                  | La font saint martin   | Limite 23/D 982                                       |  |                     |
| 10606/ 10210  | 19290       | SORNAC                  | La font saint martin   | D 979   |  |                     |
| 10606/ 10211  | 19290       | SORNAC                  | La font saint martin   | D 21  |  |                     |
| 10619/ 10226  | 19290       | SORNAC                  | Bois de Pras, Pras Bas | D 8   |  |                     |
| 10619/ 10227  | 19290       | SORNAC                  | Bois de Pras, Pras Bas | D 982   |  |                     |

| N° Itinéraire | Code Postal | Commune                  | Lieu-dit de chargement          | Point de raccordement au réseau dérogatoire permanent | Prescriptions du gestionnaire | Nom du gestionnaire |
|---------------|-------------|--------------------------|---------------------------------|---|-------------------------------|---------------------|
| 10619/ 10228  | 19290       | SORNAC                   | Bois de Pras,<br>Pras Bas       | D 979   |                               |                     |
| 10639/ 10251  | 19290       | SORNAC                   | Reyssac                         | D 21  |                               |                     |
| 10674/ 10270  | 19290       | SORNAC                   | Rochefort Puy<br>Chatalier      | D 21  |                               |                     |
| 10750/ 10353  | 19290       | SORNAC                   | NEUVIALLE                       | D 982   |                               |                     |
| 10751/ 10354  | 19290       | SORNAC                   | NEUVIALLE                       | D 979   |                               |                     |
| 10875/ 10477  | 19290       | SORNAC                   | Puy la Sagne                    | D 36  |                               |                     |
| 10875/ 10478  | 19290       | SORNAC                   | Puy la Sagne                    | D 979   |                               |                     |
| 10876/ 10479  | 19290       | SORNAC                   | les crebadis                    | D 36  |                               |                     |
| 10876/ 10480  | 19290       | SORNAC                   | les crebadis                    | D 979   |                               |                     |
| 10876/ 10481  | 19290       | SORNAC                   | les crebadis                    | D 21/D 982  |                               |                     |
| 10411/ 10013  | 19370       | SOUDAINE-<br>LAVINADIÈRE | Vergnas                         | D 3   |                               |                     |
| 10426/ 10029  | 19370       | SOUDAINE-<br>LAVINADIÈRE | marliac                         | D 3   |                               |                     |
| 10792/ 10395  | 19370       | SOUDAINE-<br>LAVINADIÈRE | la Ronda                        | D 3   |                               |                     |
| 10802/ 10405  | 19370       | SOUDAINE-<br>LAVINADIÈRE | la Bournerie                    | D 3   |                               |                     |
| 10466/ 10069  | 19550       | SOURSAC                  | Cisterne                        | D 18  |                               |                     |
| 10454/ 10055  | 19170       | TARNAC                   | cf plan                         | D 979   |                               |                     |
| 10648/ 10282  | 19170       | TARNAC                   | le goutailloux le<br>grand bois | D 979   |                               |                     |
| 10648/ 10283  | 19170       | TARNAC                   | le goutailloux le<br>grand bois | D 979   |                               |                     |
| 10648/ 10284  | 19170       | TARNAC                   | le goutailloux le<br>grand bois | D 36  |                               |                     |
| 10648/ 10285  | 19170       | TARNAC                   | le goutailloux le<br>grand bois | limite 23/D 982                                       |                               |                     |
| 10850/ 10452  | 19170       | TARNAC                   | le goutailloux                  | D 979   |                               |                     |
| 10634/ 10246  | 19260       | TREIGNAC                 | Puy du Moulin                   | D 940   |                               |                     |
| 10793/ 10396  | 19260       | TREIGNAC                 | Coursou                         | D 940   |                               |                     |
| 10795/ 10398  | 19260       | TREIGNAC                 | Puy de Sal                      | D 940   |                               |                     |

| N° Itinéraire | Code Postal | Commune    | Lieu-dit de chargement                  | Point de raccordement au réseau dérogatoire permanent | Prescriptions du gestionnaire   | Nom du gestionnaire |
|---------------|-------------|------------|---|---|---|---------------------|
| 10799/ 10402  | 19260       | TREIGNAC   | Mauranges                               | D 157/D 940   |   |                     |
| 10541/ 10140  | 19200       | USSEL      | Le Monteil du Bos Le Cros de la Platane | D 979   |   |                     |
| 10698/ 10303  | 19200       | USSEL      | la Goudounèche                          | D 1089  |   |                     |
| 10897/ 10501  | 19200       | USSEL      | Les Plaines de St Pierre                | D 1089  |   |                     |
| 10929/ 10531  | 19200       | USSEL      | les plaines                             | D 1089  |   |                     |
| 10915/ 10516  | 19200       | VALIERGUES | viermont                                | D 1089  | VC 14 CR23<br>IMPORTANTS<br>NIDS DE POULES<br>SUR CR 23                                       | VALIERGUES          |
| 10034/ 9675   | 19260       | VEIX       | Mortegoutte                             | D 940   |   |                     |
| 10539/ 10136  | 19260       | VEIX       | A Chambalière                           | D 16 E5   |   |                     |
| 10562/ 10163  | 19260       | VEIX       | la croix du Pilou                       | D 16  |   |                     |
| 10610/ 10213  | 19260       | VEIX       | Col des Géants                          | D 16  |   |                     |
| 10919/ 10519  | 19260       | VEIX       | Dépôt privé                             | D 16  | Avis favorable sous réserve de conditions de circulation normales en cette période hivernale. | CTRB TULLE          |
| 10919/ 10519  | 19260       | VEIX       | Dépôt privé                             | D 16  | la voirie devra être remise en état si dégradation.   | VEIX                |
| 10621/ 10230  | 19170       | VIAM       | Piste Viam                              | D 979   | Utilisation de la piste forestière du Mont Salvy vers la D 160.                               | VIAM                |
| 10484/ 10087  | 19410       | VIGEOIS    | TAUSSAC                                 | D 1120  |   |                     |
| 10810/ 10413  | 19410       | VIGEOIS    | Mayvialle                               | D 1120  |   |                     |



Direction départementale des territoires / Service de  
l'Environnement

19-2016-10-25-001

Arrêté préfectoral portant approbation de la modification  
du plan de prévention du risque naturel prévisible  
d'inondation (PPRi) du bassin de la Vézère.



PRÉFET DE LA CORRÈZE

**Arrêté**  
**portant approbation de la modification du plan de prévention du risque naturel prévisible**  
**d'inondation (PPRi) du bassin de la Vézère**

Le préfet de la Corrèze,

Vu le code de l'environnement, notamment les articles L. 562-1 à L. 562-9 et les articles R. 562-1 à R. 562-10-2 ;

Vu le code de l'urbanisme ;

Vu le code des assurances, notamment les articles L. 125-1 et suivants ;

Vu l'arrêté préfectoral du 29 août 2002 d'approbation du plan de prévention du risque naturel prévisible d'inondation sur le bassin versant de la rivière Vézère ;

Vu l'arrêté préfectoral du 12 juin 2014 portant prescription d'une modification du plan de prévention du risque naturel prévisible d'inondation du bassin de la Vézère ;

Vu l'arrêté préfectoral du 12 septembre 2014 portant modification de l'arrêté préfectoral du 12 juin 2014 prescrivant la modification du plan de prévention du risque naturel prévisible d'inondation du bassin de la Vézère ;

Vu les avis favorables des conseils municipaux de d'Allasac du 25 septembre 2014, de Cublac du 4 septembre 2014, d'Espartignac du 16 octobre 2014, de Saint-Aulaire du 3 octobre 2014 et de Varetz du 29 août 2014 ;

Vu les avis réputés favorables des conseils municipaux de Donzenac, d'Estivaux, de Mansac, d'Objat, d'Orgnac-sur-Vézère, de Saint-Solve, de Saint-Ybard, d'Ussac, de Vigeois et de Voutezac saisis par courrier du préfet du 13 août 2014 ;

Vu les avis défavorables des conseils municipaux de Larche du 2 octobre 2014, de Saint-Cernin-de-Larche du 3 octobre 2014, de Saint-Pantaléon-de-Larche du 29 septembre 2014, de Saint-Viance du 30 septembre 2014 et d'Uzerche du 6 octobre 2014 ;

Vu l'avis favorable du syndicat d'études du bassin de Brive du 9 octobre 2014 ;

Vu l'avis favorable de la Chambre d'agriculture du 22 septembre 2014 ;

Vu l'avis favorable du centre régional de la propriété forestière du Limousin du 6 octobre 2014 ;

Vu les avis réputés favorables de la communauté d'agglomération du bassin de Brive et du conseil général de Corrèze ;

Vu les résultats de la mise à disposition du public qui s'est déroulée du lundi 10 novembre 2014 au mercredi 10 décembre 2014, inclus dans chaque commune couverte par le plan de prévention du risque naturel prévisible d'inondation du bassin de la Vézère, en application des articles L. 562-4-1 et R. 562-10-2 du code de l'environnement ;

Sur proposition du secrétaire général de la préfecture ;

## **Arrête**

### **Article 1 :**

La modification du plan de prévention du risque naturel prévisible d'inondation (PPRi) du bassin de la Vézère ci-annexée est approuvée conformément aux articles L.562-4-1 et R.562-10-2 du code de l'environnement. Elle concerne le règlement du PPRi.

### **Article 2 :**

Le dossier de modification du plan de prévention du risque naturel prévisible d'inondation du bassin de la Vézère comporte les pièces suivantes :

- une note de présentation, cette note complète le dossier du PPRi du bassin de la Vézère, approuvé le 29 août 2002 ;
- le règlement modifié du PPRi qui se substitue au règlement du PPRi du bassin de la Vézère, approuvé le 29 août 2002.

### **Article 3 :**

Le présent arrêté et le dossier de modification qui lui est annexé sont tenus à disposition du public aux jours et heures habituels d'ouverture des bureaux :

- dans les mairies de Allasac, Cublac, Donzenac, Espartignac, Estivaux, Larche, Mansac, Objat, Orgnac-sur-Vézère, Saint-Aulaire, Saint-Cernin-de-Larche, Saint-Pantaléon-de-Larche, Saint-Solve, Saint-Viance, Saint-Ybard, Ussac, Uzerche, Varetz, Vigeois, Vutezac ;
- au siège du syndicat d'études du bassin de Brive ;
- au siège de la communauté d'agglomération du bassin de Brive ;
- à la préfecture de la Corrèze ;
- à la sous-préfecture de l'arrondissement de Brive.

### **Article 4 :**

En application de l'article L.562-4 du code de l'environnement, le plan de prévention du risque naturel prévisible d'inondation du bassin de la Vézère modifié vaut servitude d'utilité publique.

À ce titre, en application de l'article L.153-60 du code de l'urbanisme, il doit être annexé au plan local d'urbanisme, lorsque la commune en est dotée. Un arrêté du président de l'établissement public de coopération intercommunale compétent ou du maire constatera qu'il a été procédé à la mise à jour du plan local d'urbanisme en application de l'article R. 153-18 du code de l'urbanisme. À défaut d'accomplissement de cette formalité dans le délai de trois mois à compter de la notification prévue à l'article L. 153-60 sus-visé, il y sera procédé d'office par arrêté préfectoral.

### **Article 5 :**

Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs de l'État dans le département de la Corrèze et une mention en sera faite dans un journal diffusé dans le département.

Une copie du présent arrêté sera affichée pendant un mois au moins :

- dans les mairies de Allasac, Cublac, Donzenac, Espartignac, Estivaux, Larche, Mansac, Objat, Orgnac-sur-Vézère, Saint-Aulaire, Saint-Cernin-de-Larche, Saint-Pantaléon-de-Larche, Saint-Solve, Saint-Viance, Saint-Ybard, Ussac, Uzerche, Varetz, Vigeois, Voutezac ;
- au siège du syndicat d'études du bassin de Brive ;
- au siège de la communauté d'agglomération du bassin de Brive.

### **Article 6 :**

Copie du présent arrêté sera adressée :

- au directeur des services du cabinet du préfet de la Corrèze ;
- au sous-préfet de l'arrondissement de Brive ;
- à la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement Nouvelle-Aquitaine ;
- à la direction départementale des territoires de la Corrèze.

### **Article 7 :**

Le présent arrêté pourra faire l'objet, dans le délai de deux mois à compter de la date la plus tardive des mesures de publicité prévues à l'article 5, d'un recours administratif auprès du préfet de la Corrèze ou d'un recours hiérarchique auprès du ministre de l'environnement, de l'énergie et de la mer dans le même délai.

Il peut également faire l'objet d'un recours contentieux auprès du tribunal administratif compétent, soit directement en l'absence de recours administratif préalable dans le délai de deux mois à compter de la date la plus tardive des mesures de publicité prévues à l'article 5, soit à l'issue d'un recours préalable dans les deux mois à compter de la date de notification de la réponse obtenue de l'administration ou au terme d'un silence gardé par celle-ci, à l'issue du délai de deux mois à compter de la réception du recours administratif.

### **Article 8 :**

Le secrétaire général de la préfecture, le sous-préfet de l'arrondissement de Brive, le directeur de cabinet du préfet, les maires de Allasac, Cublac, Donzenac, Espartignac, Estivaux, Larche, Mansac, Objat, Orgnac-sur-Vézère, Saint-Aulaire, Saint-Cernin-de-Larche, Saint-Pantaléon-de-Larche, Saint-Solve, Saint-Viance, Saint-Ybard, Ussac, Uzerche, Varetz, Vigeois, Voutezac, le présidente du SEBB, le président de la communauté d'agglomération du bassin de Brive et le directeur départemental des territoires sont chargés chacun en ce qui les concerne de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Tulle, le 25 OCT. 2016

Le préfet,



Bertrand GAUME

Direction des relations avec les collectivités locales /  
Bureau de l'intercommunalité et du contrôle de légalité /  
DRCL1

19-2016-09-12-018

décision d'annulation de l'avis émis le 4 juillet 2016 par la  
commission départementale d'aménagement commercial  
de la Corrèze

COMMISSION NATIONALE  
D'AMÉNAGEMENT COMMERCIAL

DECISION

La Commission nationale d'aménagement commercial,

- VU** le code de commerce ;
- VU** la loi n° 2014-366 du 24 mars 2014 pour l'accès au logement et un urbanisme rénové ;
- VU** la loi n° 2014-626 du 18 juin 2014 relative à l'artisanat, au commerce et aux très petites entreprises ;
- VU** le décret n° 2015-165 du 12 février 2015 relatif à l'aménagement commercial ;
- VU** le recours n° 3087T01 formé le 22 juillet 2016 par la société JEANATH DISTRIBUTION contre l'avis du 4 juillet 2016 de la commission départementale d'aménagement commercial de la Corrèze, favorable à un projet d'extension de 1 499 m<sup>2</sup> de la surface de vente d'un ensemble commercial « E. Leclerc » à Tulle ;

Après avoir entendu :

M. Sébastien de Palmaert, secrétaire de la Commission nationale d'aménagement commercial, rapporteur ;

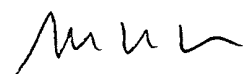
Après en avoir délibéré dans sa séance du 12 septembre 2016 ;

**CONSIDERANT** que par lettre du 10 août 2016, la société SCI DU FOIRAIL déclare expressément renoncer au bénéfice de l'avis favorable susvisé et à sa demande de permis de construire tenant lieu d'autorisation d'exploitation commerciale ;

**CONSIDÉRANT** que la renonciation par son bénéficiaire à l'avis favorable émis par la commission départementale d'aménagement commercial nécessite de retirer cet avis de l'ordonnancement juridique ;

**DECIDE :** A l'unanimité des six membres présents, l'avis susvisé émis le 4 juillet 2016 par la commission départementale d'aménagement commercial de la Corrèze est annulé.

Le Président de la Commission  
nationale d'aménagement commercial



Michel VALDIGUIÉ

Direction des relations avec les collectivités locales /  
Bureau de l'intercommunalité et du contrôle de légalité /  
DRCL1

19-2016-10-26-001

Ordre du jour de la commission départementale  
d'aménagement commercial du 24 novembre 2016



## **COMMISSION DEPARTEMENTALE D'AMENAGEMENT COMMERCIAL**

### **Ordre du jour de la séance du jeudi 24 novembre 2016 à 14 heures 30 salle Brune à la Préfecture**

- demande d'autorisation d'aménagement commercial concernant l'extension d'un ensemble commercial en vue de la création d'un magasin de détail à l enseigne « But » d'une surface de vente totale de 2990 m<sup>2</sup> situé zone du mazaud à Brive.

Direction des relations avec les collectivités locales /  
Bureau de l'urbanisme et du cadre de vie / DRCL3

19-2016-10-10-006

Arrêté préfectoral complémentaire délivré à la société  
CORREZE RECUPERATION encadrant les modifications  
apportées à son site de Saint-Priest-de-Gimel



Liberté • Égalité • Fraternité  
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PRÉFET DE LA CORRÈZE

Préfecture  
Direction des relations avec les collectivités locales  
Bureau de l'urbanisme et du cadre de vie

INSTALLATIONS CLASSEES POUR LA PROTECTION DE  
L'ENVIRONNEMENT

ARRETE PREFECTORAL COMPLEMENTAIRE

Société Corrèze Récupération à Saint-Priest-de-Gimel

**Le Préfet de la Corrèze,**

**Vu** le code de l'environnement ;  
**Vu** la nomenclature des installations classées ;  
**Vu** le décret n° 2004-374 du 29 mai 2004 modifié relatif aux pouvoirs des Préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements ;  
**Vu** l'arrêté ministériel du 31 mai 2012 modifié, fixant la liste des installations classées soumises à l'obligation de constitution des garanties financière en application de l'article L. 516-1 du code de l'environnement ;  
**Vu** l'arrêté préfectoral d'autorisation du 06 novembre 2013 autorisation la société Corrèze Récupération à exploiter une unité de traitement de déchets non dangereux ainsi que la plate-forme de transit de déchets dangereux et non dangereux ;  
**Vu** la proposition de calcul du montant des garanties financières de la société Corrèze Récupération transmise en préfecture le 31 décembre 2013 ;  
**Vu** le dossier de porter à connaissance, portant principalement sur les modifications de dimensions du bâtiment principal, transmis en préfecture le 6 février 2015 par la société CORREZE RECUPERATION;  
**Vu** la demande de modification déposée en préfecture le 20 juillet 2016 par la société Corrèze Récupération portant sur la demande d'autorisation de stocker de nouveaux déchets dangereux non prévus par l'arrêté préfectoral du 06 novembre 2013 ;  
**Vu** le rapport et les propositions en date du 26 août 2016 de l'inspection des installations classées  
**Vu** l'avis en date du 16 septembre 2016 du conseil départemental de l'environnement et des risques sanitaires et technologiques au cours duquel le demandeur a été entendu  
**Vu** le projet d'arrêté porté le 21 septembre 2016 à la connaissance du demandeur

**Considérant** les dispositions de la circulaire du 14 mai 2012 sur l'appréciation des modifications substantielles au titre de l'article R. 512-33 du code de l'environnement ;  
**Considérant** que les modifications des dimensions du bâtiment principal et l'ajout du stockage de nouveaux déchets dangereux ne constituent pas une modification substantielle au sens de la circulaire citée ci-dessus ;  
**Considérant** qu'il convient de citer les nouveaux déchets dangereux autorisés à transiter pas ce site, leur tonnage et les conditions de leur stockage ;  
**Considérant** que le montant des garanties financières doit être ajusté en fonction des modifications d'exploitation demandées ;  
**Considérant** qu'en application de l'article R. 512-31 du code de l'environnement, sur proposition de l'inspection des installations classées et après avis du conseil départemental de l'environnement des risques sanitaires et technologiques, le préfet peut, par arrêté complémentaire, fixer toutes les prescriptions additionnelles que la protection des intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement rend nécessaires

Sur proposition du Secrétaire général de la préfecture de la Corrèze

ARRÊTE

**ARTICLE 1<sup>er</sup>- Exploitant**

Les dispositions de l'arrêté préfectoral du 06 novembre 2013 autorisant le fonctionnement des installations de traitement et de stockage de déchets par la société Corrèze Récupération, ZAC de la Montane – Allée des Alouettes – 19800 Saint-Priest-de-Gimel sont modifiées comme suit :

## ARTICLE 1.1 - Liste des installations concernées par une rubrique de la nomenclature des installations classées

Le présent tableau annule et remplace celui de l'arrêté préfectoral du 06 novembre 2013 :

| Rubrique | Alinéa | A, E, D, DC NC | Libellé de la rubrique (activité)   | Nature de l'installation   | Critère de classement | Seuil du critère    | Unité du critère | Volume autorisé | Unités du volume autorisé |
|----------|--------|----------------|---|--|-----------------------|---------------------|------------------|-----------------|---------------------------|
| 2713     | 1      | A              | Installation de transit, regroupement ou tri de métaux non dangereux, d'alliage de métaux ou de déchets d'alliage de métaux non dangereux   | Stockage extérieur   | Surface au sol        | >=1 000             | m <sup>2</sup>   | 13 000          | m <sup>2</sup>            |
| 2718     | 1      | A              | Installation de transit, regroupement ou tri de déchets dangereux ou de déchets contenant les substances dangereuses ou préparations dangereuses mentionnées à l'art. R.511-10 du code de l'environnement   | Stockage en géobox de 600 l ou GRV de 1 000 pour les liquides<br>Traverses bois de chemin de fer<br>Broyat de traverse de bois |                       | >= 1                | tonne            | 50<br>250<br>50 | Tonne<br>tonne<br>tonne   |
| 2791     | 1      | A              | Installation de traitement de déchets non dangereux   | Compactage de 22 t/j de VHU et traitement de 160 t/j de DIB  |                       | >= 10               | t/j              | 182             | t/j                       |
| 3531     |        | A              | Prétraitement des déchets destinés à l'incinération ou la coïncinération  | Traitement de 160 t/j de DIB   |                       | > 50                | t/j              | 160             | t/j                       |
| 2712     | 1b     | E              | Installation de stockage, dépollution, démontage, découpage ou broyage de véhicules hors d'usage ou de différents moyens de transports hors d'usage   |  | Surface au sol        | Entre 100 et 30 000 | m <sup>2</sup>   | 800             | m <sup>2</sup>            |
| 1435     | 3      | DC             | Installation ouverte ou non au public, où les carburants sont transférés de réservoirs de stockage fixes dans les réservoirs à carburant de véhicules à moteur  | Station service interne  | volume                | Entre 100 et 3 500  | m <sup>3</sup>   | 110             | m <sup>3</sup>            |
| 2711     | 2      | DC             | Installation de transit, regroupement, tri, désassemblage, remise en état de D3E mis au rebut   |  | volume                | Entre 100 et 1 000  | m <sup>3</sup>   | 100             | m <sup>3</sup>            |
| 2714     | 2      | D              | Installation de transit, regroupement ou tri de déchets non dangereux de papiers/cartons, plastiques, caoutchouc, textiles, bois  | Stockage en box extérieur  | volume                | Entre 100 et 1 000  | m <sup>3</sup>   | 800             | m <sup>3</sup>            |
| 1432     | 2      | NC             | Stockages en réservoirs manufacturés de liquides inflammables   | 2 cuves enterrées de 10 et 20 m <sup>3</sup> de fioul et gazole  | Capacité équivalente  | <10                 | m <sup>3</sup>   | 1,2             | m <sup>3</sup>            |
| 2920     | 2      | NC             | Installation de compression   | compresseur  |                       | < 10                | MW               | 30              | kW                        |
| 2930     | 1      | NC             | Ateliers de réparation et d'entretien de véhicules et engins à moteur   | atelier  |                       | < 2 000             | m <sup>2</sup>   | 200             | m <sup>2</sup>            |
| 3550     |        | NC             | Le stockage temporaire de déchets dangereux ne relevant pas de la rubrique 3540, dans l'attente d'une des activités énumérées aux rubriques 3510, 3520, 3540 ou 3560 avec une capacité totale supérieure à 50 t, à l'exclusion du stockage temporaire sur le site où les déchets sont produits, dans l'attente de la collecte | Broyat de traverses bois   | tonne                 | Sup à 50            | t                | 50              | t                         |

A (Autorisation) ou E (Enregistrement) ou D (Déclaration) ou DC (Déclaration Contrôlée) ou NC (Non Classé)

Volume autorisé : éléments caractérisant la consistance, le rythme de fonctionnement, le volume des installations ou les capacités maximales autorisées.

### ARTICLE 1.2 - Nouveaux déchets

En complément du tableau de l'article 1.2.3.2 de l'arrêté préfectoral du 06 novembre 2013, les déchets suivants sont rajoutés à la liste et peuvent être acceptés sur ce site dans les quantités figurant à l'article 1.1 du présent arrêté :

- bois, verre et matières plastiques contenant des substances dangereuses ou contaminés par de telles substances : code déchet 17 02 04\*
- bois contenant des substances dangereuses : code déchet 19 12 06\*

Ces déchets seront stockés à l'abri des intempéries dans le bâtiment principal.

Les traverses de bois seront stockées sur deux îlots minimum.

### ARTICLE 1.3 – Objet des garanties financières

L'article 1.5.1 de l'arrêté préfectoral du 06 novembre 2013 est modifié comme suit :

Les garanties financières définies dans le présent arrêté s'appliquent pour les rubriques 2713, 2718 et 2791 visées à l'article 1.1 du présent arrêté.

Conformément aux dispositions des articles R.516-1 et suivants du code de l'environnement ainsi qu'aux dispositions de l'arrêté ministériel du 31 mai 2012 relatif aux modalités de détermination et d'actualisation du montant des garanties financières pour la mise en sécurité des installations classées et des garanties additionnelles en cas de mise en œuvre de mesures de gestion de la pollution des sols et des eaux souterraines, l'exploitant transmet au Préfet sa proposition de montant des garanties financières dans un délai de 2 mois à dater de la signature du présent arrêté.

#### **ARTICLE 1.4 – Établissement des garanties financières**

Le montant de 100 000 € annule et remplace le montant de 75 000 € figurant à l'article 1.5.2 de l'arrêté préfectoral du 06 novembre 2013.

#### **ARTICLE 2 – Sanctions**

Faute de se conformer aux dispositions du présent arrêté et indépendamment des poursuites pénales encourues, il sera fait application des sanctions administratives prévues à l'article L.171-8 du code de l'environnement (consignation de fonds, travaux d'office, suspension du fonctionnement de l'installation).

#### **ARTICLE 3 – Délais et voies de recours**

Le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction.

Il peut être déféré à la juridiction administrative compétente :

- par les demandeurs ou exploitants, dans un délai de deux mois qui commence à courir du jour où lesdits actes leur ont été notifiés
- par les tiers, personnes physiques ou morales, les communes intéressées ou leurs groupements, en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés aux articles L. 211-1 et L. 511-1 du Code de l'environnement, dans un délai d'un an à compter de la publication ou de l'affichage de ces décisions

Les tiers qui n'ont acquis ou pris à bail des immeubles ou n'ont élevé des constructions dans le voisinage d'une installation classée que postérieurement à l'affichage ou à la publication de l'arrêté autorisant l'ouverture de cette installation ou atténuant les prescriptions primitives ne sont pas recevables à déférer ledit arrêté à la juridiction administrative.

#### **ARTICLE 4 – Notifications**

Le présent arrêté sera notifié à la société Corrèze Récupération par la voie administrative. Une copie sera adressée :

- à la mairie de Saint-Priest-de-Gimel
- au groupement de gendarmerie de la Corrèze
- à la direction départementale des territoires de la Corrèze
- au service départemental d'incendie et de secours ;
- au service interministériel des affaires civiles et économiques de défense et de la protection civile ;
- à la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement (DREAL) Nouvelle-Aquitaine ;
- à l'unité départementale de la Corrèze de la DREAL Nouvelle-Aquitaine à Brive-la-Gaillarde.

#### **ARTICLE 5 – Affichage**

Il sera fait application des dispositions de l'article R. 512-39 du code de l'environnement pour l'information des tiers :

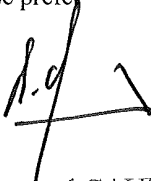
- copie de l'arrêté sera déposée en mairie de Saint-Priest-de-Gimel et pourra y être consultée
- un extrait de cet arrêté, énumérant les prescriptions auxquelles l'installation est soumise, sera affiché en mairie de Saint-Priest-de-Gimel pendant une durée minimale d'un mois ; procès-verbal de l'accomplissement de ces formalités sera dressé par les soins du Maire. Le même extrait sera publié sur le site internet de la préfecture de la Corrèze pour une durée identique.
- le même extrait sera affiché en permanence, de façon visible, dans l'installation par les soins du bénéficiaire de l'autorisation
- un avis au public sera inséré, par les soins de la préfecture et aux frais de l'exploitant, dans deux journaux locaux ou régionaux diffusés dans tout le département de la Corrèze (L'Echo - édition Corrèze et La Vie Corrèzienne).

#### **ARTICLE 6 – Exécution**

Le Secrétaire Général de la Préfecture de la Corrèze, le Directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement (DREAL) Nouvelle-Aquitaine et l'Inspection des Installations Classées, unité départementale de la Corrèze de la DREAL Nouvelle-Aquitaine, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

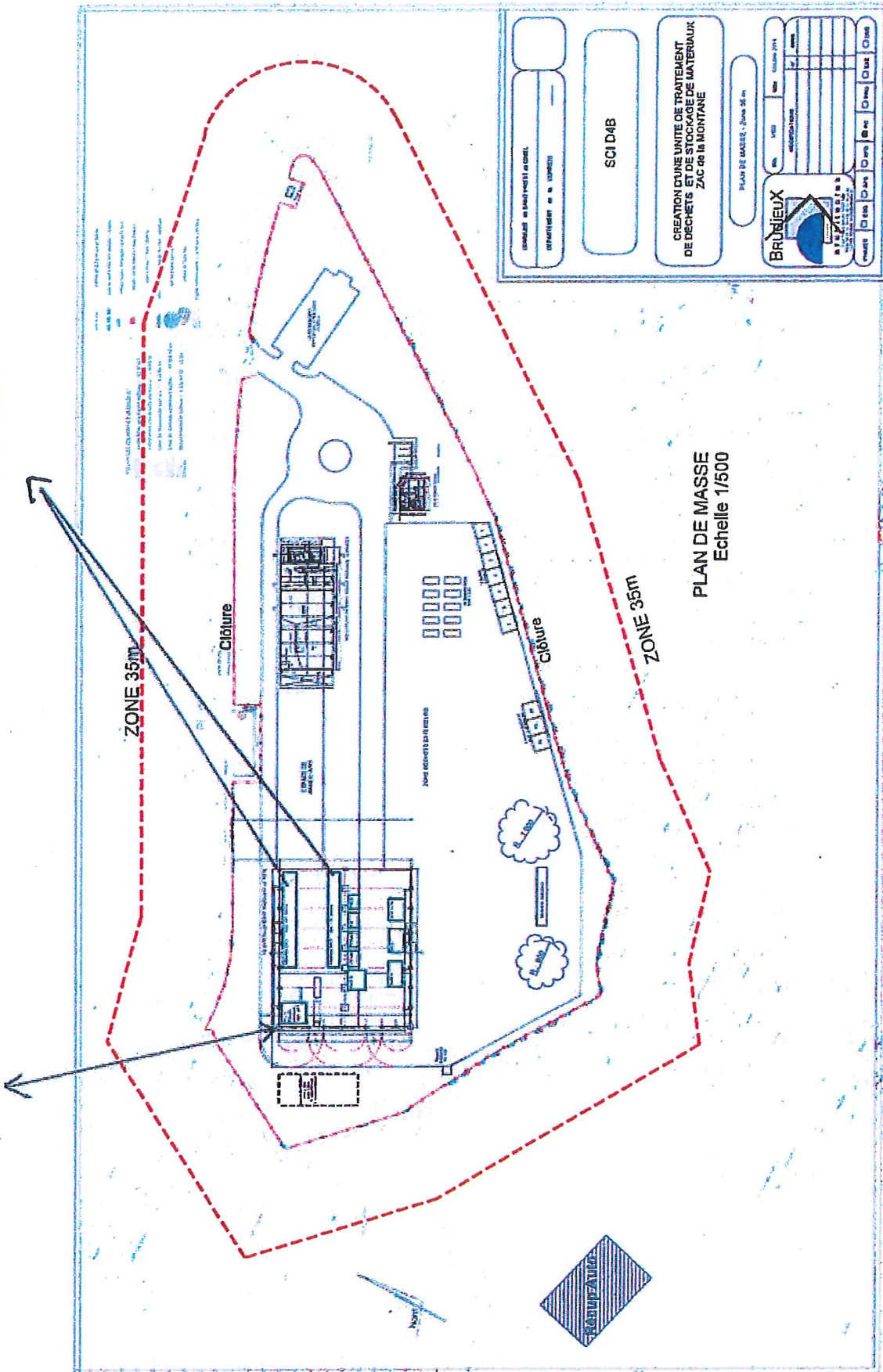
Fait à Tulle, le  
Le préfet

10 OCT. 2016

  
Bertrand GAUME

Broyats 50 tonnes

Traverses sncf 2 x 125 tonnes



EXEMPLAIRE DE DROIT REPERTOIRE  
REPERTOIRE DE LA COMMUNE

SCI D4B

CREATION D'UNE UNITE DE TRAITEMENT  
DE DECHETS ET DE STOCKAGE DE MATERIAUX  
ZAC 90 la MONTANE

Plan de Masse - Zone 35m

**BRUIEUX**  
B.P. 10000  
19100 SAINT-PIERRE-DE-CHARENTAIS

|         |      |          |            |            |        |        |
|---------|------|----------|------------|------------|--------|--------|
| Commune | Etat | Parcelle | Superficie | Contenance | Classe | Classe |
|         |      |          |            |            |        |        |

Direction des relations avec les collectivités locales /  
Bureau de l'urbanisme et du cadre de vie / DRCL3

19-2016-10-13-002

Arrêté préfectoral portant enregistrement des installations  
du GAEC DE BERNOTTE sur les communes de  
Vitrac-sur-Montane et Sarran

PRÉFET DE LA CORRÈZE

Préfecture  
Direction des relations avec les collectivités locales  
Bureau de l'urbanisme et du cadre de vie

INSTALLATIONS CLASSEES POUR LA PROTECTION DE  
L'ENVIRONNEMENT

Arrêté préfectoral d'enregistrement des installations du  
GAEC DE BERNOTTE à Vitrac-sur-Montane et Sarran

**Le préfet de la Corrèze,**

**Vu** le code de l'environnement, notamment son livre V, titre Ier;

**Vu** la nomenclature des installations classées annexée à l'article R.511-9 du code de l'environnement ;

**Vu** le décret n° 2004-374 du 29 mai 2004 modifié relatif aux pouvoirs des Préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements ;

**Vu** le décret n°2013-1301 du 27 décembre 2013 modifiant la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;

**Vu** l'arrêté ministériel du 27 décembre 2013 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n°2102 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;

**Vu** le récépissé de déclaration délivré le 4 février 1994 à Monsieur Serge Faurie pour l'exploitation d'un élevage porcin (269 places) au lieu-dit Bernotte sur le territoire de la commune de Vitrac-sur-Montane (19800) ;

**Vu** l'arrêté préfectoral n°2008/0025 du 12 mars 2008 autorisant l'EARL DU PLATEAU DES MILLE SOURCES à exploiter un élevage porcin (1285 animaux-équivalents) au lieu-dit Marut sur le territoire de la commune de Sarran (19800) ;

**Vu** le courrier du préfet en date du 17 février 2011 prenant acte du transfert de l'autorisation d'exploiter l'élevage porcin de l'EARL DU PLATEAU DES MILLES SOURCES situé au lieu-dit Marut sur le territoire de la commune de Sarran au bénéfice du GAEC DE LA FONTAINE ;

**Vu** l'arrêté préfectoral du 5 octobre 2015 suspendant l'autorisation d'exploiter les bâtiments de l'élevage porcin situé au lieu-dit Marut sur le territoire de la commune de Sarran jusqu'à la réalisation des travaux de mise en conformité des bâtiments ;

**Vu** la déclaration de changement d'exploitant de l'élevage porcin situé au lieu-dit Marut sur le territoire de la commune de Sarran et le dossier décrivant le projet de rénovation des bâtiments de l'élevage transmis en préfecture par le GAEC DE BERNOTTE le 24 juin 2016 et complété le 13 juillet 2016 ;

**Vu** le rapport de l'inspection des installations classées en date du 16 août 2016 ;

**Vu** le courrier du préfet en date du 16 août 2016 actant le changement d'exploitant de l'élevage porcin situé au lieu-dit Marut sur le territoire de la commune de Sarran ;

**Vu** l'arrêté préfectoral du 16 août 2016 levant partiellement la mesure de suspension de l'autorisation d'exploiter les bâtiments de l'élevage porcin situé au lieu-dit Marut sur le territoire de la commune de Sarran ;

**Considérant** qu'il ressort du rapport de l'inspection des installations classées suite à sa visite du site du 2 août 2016 que le GAEC DE BERNOTTE a effectué les travaux de remise en conformité nécessaires sur le bâtiment 1 réservé au post-servage et le bâtiment 2 dédié à l'engraissement de l'élevage de porcs situé au lieu-dit Marut sur le territoire de la commune de Sarran ;

**Considérant** que l'élevage de porcs exploité par le GAEC DE BERNOTTE est désormais réparti sur deux sites comme suit :

- 100 truies soit 300 animaux-équivalents sur le site de Bernotte sur le territoire de la commune de Vitrac-sur-Montane (19800),

- 378 porcelets en post-servage (76 animaux-équivalents) et 720 porcs en engraissement (720 animaux-équivalents), soit un total de 796 animaux équivalents, sur le site de Marut sur le territoire de la commune de Sarran ;



**Considérant** que l'élevage porcin exploité par le GAEC DE BERNOTTE est composé de 1 096 animaux-équivalents et qu'il relève par conséquent du régime l'enregistrement au titre de la rubrique 2102.2.a de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;

**Considérant** dès lors qu'il convient de faire application des dispositions prévues à l'article R. 512-46-19 du code de l'environnement ;

Sur proposition du secrétaire général de la préfecture de la Corrèze ;

## ARRÊTE

### TITRE 1 – PORTEE, CONDITIONS GENERALES

#### CHAPITRE I : BÉNÉFICIAIRE ET PORTÉE

##### Article 1 - Exploitant titulaire de l'enregistrement, caducité

Les installations du GAEC DE BERNOTTE, dont le siège social est situé au lieu-dit Bernotte 19800 Vitrac-sur-Montane, sont enregistrées.

Ces installations sont localisées au lieu-dit Bernotte sur le territoire de la commune de Vitrac-sur-Montane (19800) et au lieu-dit Marut sur le territoire de la commune de Sarran (19800).

L'arrêté d'enregistrement cesse de produire effet lorsque, sauf cas de force majeure, l'installation n'a pas été mise en service dans le délai de trois ans ou lorsque l'exploitation a été interrompue plus de deux années consécutives (article R. 512-74 du code de l'environnement).

#### CHAPITRE II : NATURE DES INSTALLATIONS

##### Article 2 - Liste des installations concernées par une rubrique de la nomenclature des installations classées

| Rubrique | Alinéa | Régime | Libellé de la rubrique (activité)  | Volume de l'activité   |
|----------|--------|--------|--|--|
| 2102     | 2.a    | E      | Porcs (activité d'élevage, vente, transit, etc., de) en stabulation ou en plein air, à l'exclusion d'activités spécifiques visées à d'autres rubriques<br>2. Autres installations que celles visées au 1 et détenant :<br>a. Plus de 450 animaux-équivalents<br><i>Nota:</i><br>- Les porcs à l'engrais, jeunes femelles avant la première saillie et animaux en élevage de multiplication ou sélection comptent pour un animal-équivalent,<br>- Les reproducteurs, truies (femelle saillie ou ayant mis bas) et verrats (mâles utilisés pour la reproduction) comptent pour trois animaux-équivalents,<br>- Les porcelets sevrés de moins de trente kilogrammes avant mise en engraissement ou sélection comptent pour 0,2 animal-équivalent. | <b>1096 animaux-équivalents porcs</b> répartis ainsi :<br>* Site de Bernotte 19800 Vitrac-sur-Montane<br>- 100 truies soit 300 animaux-équivalents<br><br>* Site de Marut 19800 Sarran<br>796 animaux-équivalents répartis en 2 bâtiments :<br>- bâtiment 1 : 378 porcelets en post sevrage soit 76 animaux-équivalents<br>240 porcs à l'engraisement soit 240 animaux-équivalents<br>- bâtiment 2 : 480 porcs à l'engraisement soit 480 animaux-équivalents |

E (Enregistrement)

#### CHAPITRE III - CONFORMITÉ AU DOSSIER D'ENREGISTREMENT

##### Article 3 - Conformité au dossier d'enregistrement

Les installations et leurs annexes, objet du présent arrêté, sont disposées, aménagées et exploitées conformément aux plans et données techniques contenus dans les dossiers déposés par l'exploitant le 25 janvier 1993 pour le site de Bernotte (19800 Vitrac-sur-Montane) et le 24 juin 2016 pour le site de Marut (19800 Sarran).

## CHAPITRE IV – PRESCRIPTIONS TECHNIQUES APPLICABLES

### Article 4 – Arrêté ministériel de prescriptions générales

S'appliquent à l'établissement les dispositions de l'arrêté ministériel du 27 décembre 2013 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique 2102 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement.

### Article 5 – Prescriptions des actes antérieurs

Le récépissé de déclaration du 4 février 1994 délivré à Monsieur Serge Faurie est abrogé.

L'ensemble des articles de l'arrêté préfectoral du 12 mars 2008 autorisant l'exploitation d'un élevage porcin (1285 animaux-équivalents) au lieu-dit Marut sur le territoire de la commune de Sarran (19800) sont abrogés, à l'exception de l'article 3.

L'arrêté préfectoral du 5 octobre 2015 suspendant l'autorisation d'exploiter les bâtiments de l'exploitation porcine située au lieu-dit Marut sur le territoire de la commune de Sarran est abrogé.

## CHAPITRE V - REMISE EN ÉTAT DU SITE EN CAS D'ARRÊT DÉFINITIF DE L'INSTALLATION

### Article 6 – Remise en état du site

En cas d'arrêt définitif de l'une des installations sise au lieu-dit Bernotte sur le territoire de la commune de Vitrac-sur-Montane ou au lieu-dit Marut sur le territoire de la commune de Sarran, les mesures de mise en sécurité et de remise en état du site seront les suivantes :

- sécuriser le site en démontant et en remettant à terre les silos, en comblant toute réserve d'eau ou fosse extérieure et en évacuant tout matériel dangereux ;
- prévenir toutes nuisances ou pollutions, et notamment :
  - vider toutes les unités de stockage d'effluents organiques,
  - valoriser par épandage les effluents selon le plan d'épandage en vigueur et dans le respect des règles qui s'appliquent,
  - nettoyer et désinfecter les bâtiments,
  - évacuer tous les déchets présents et tous les produits non utilisés au jour de l'arrêt, entamés ou non, vers des filières appropriées,
  - vider les réservoirs éventuels de carburants en précisant la destination des éléments enlevés.

---

## TITRE 2 – MODALITES D'EXECUTION, VOIES DE RECOURS

---

### Article 7 – Frais

Les frais inhérents à l'application des prescriptions du présent arrêté sont à la charge de l'exploitant.

### Article 8 – Délais et voies de recours

En application des articles L.514-6, L.515-27 et R.514-3-1 du code de l'environnement, le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction.

Il peut être déféré au tribunal administratif de Limoges :

- par les demandeurs ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle la décision leur a été notifiée ;
- par les tiers, personnes physiques ou morales, les communes intéressées ou leurs groupements, en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés aux articles L. 211-1 et L. 511-1 du code de l'environnement dans un délai d'un an à compter de la publication ou de l'affichage de l'acte, ce délai étant, le cas échéant, prolongé jusqu'à la fin d'une période de six mois suivant la mise en activité de l'installation.

Les tiers qui n'ont acquis ou pris à bail des immeubles ou n'ont élevé des constructions dans le voisinage d'une installation classée que postérieurement à l'affichage ou à la publication de l'arrêté autorisant l'ouverture de cette installation ou atténuant les prescriptions primitives ne sont pas recevables à déférer ledit arrêté à la juridiction administrative.

### Article 9 - Publicité

Conformément aux dispositions de l'article R. 512-46-24 du code de l'environnement, un extrait du présent arrêté mentionnant qu'une copie du texte intégral est déposée aux archives des mairies et mise à la disposition de toute personne intéressée, est affiché en mairie de Vitrac-sur-Montane et de Sarran pendant une durée minimale de quatre semaines. Les maires de Vitrac-sur-Montane et de Sarran font connaître par procès verbal, adressé à la préfecture de la Corrèze, l'accomplissement de cette formalité.

Le même extrait est affiché en permanence, de façon visible, sur chaque site de l'exploitation à la diligence du GAEC DE BERNOTTE.

Un avis au public sera inséré par les soins de la préfecture et aux frais du GAEC DE BERNOTTE dans deux journaux diffusés dans tout le département.


### Article 10 - Notification – copie

Le présent arrêté sera notifié au GAEC DE BERNOTTE par la voie administrative. Une copie sera adressée :

- aux maires des communes de Vitrac-sur-Montane et de Sarran ;
- au groupement de gendarmerie de la Corrèze ;
- à la direction départementale des territoires ;
- au service départemental d'incendie et de secours ;
- à la direction départementale de la cohésion sociale et de la protection des populations.

### Article 11 - Exécution

Le Secrétaire Général de la préfecture de la Corrèze, le Directeur départemental de la cohésion sociale et de la protection des populations et l'inspection des installations classées, sont chargés chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Tulle, le 13 OCT. 2016  
Le préfet,  
Pour le Préfet  
et par délégation  
Le Secrétaire Général  
  
Eric ZABOURAEFF

Direction des relations avec les collectivités locales /  
Bureau de l'urbanisme et du cadre de vie / DRCL3

19-2016-10-24-001

Arrêté préfectoral portant prorogation de la déclaration d'utilité publique du 16 décembre 2011 concernant les travaux nécessaires à la réhabilitation de 6 immeubles situés dans le périmètre de restauration immobilière "La Barrière", programme n°4, commune de Tulle

## Avis de prorogation de déclaration d'utilité publique

Le public est informé que par arrêté préfectoral du 24 octobre 2016 est intervenue la décision suivante :

- Prorogation de la déclaration d'utilité publique du 16 décembre 2011 concernant les travaux nécessaires à la réhabilitation de 6 immeubles situés dans le périmètre de restauration immobilière « La Barrière », programme n° 4 , commune de Tulle.

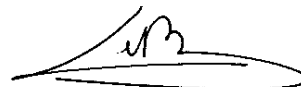
-----

Le maître d'ouvrage est la commune de Tulle qui dispose de 5 années supplémentaires pour procéder aux expropriations nécessaires à la réalisation du projet.

L'arrêté intégral peut être consulté à la préfecture de la Corrèze ( bureau de l'urbanisme et du cadre de vie, 1 rue Souham à Tulle) et dans les locaux de la mairie de Tulle.

Pour le préfet et par délégation,

Le chef de bureau



Armelle Le Brun

Direction régionale des entreprises,de la concurrence,de la  
consommation,du travail et de l'emploi

19-2016-10-17-001

Arrêté portant renouvellement d'agrément d'un organisme  
de services à la personne n° SAP401450960



Liberté • Égalité • Fraternité

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PRÉFET DE LA CORRÈZE

**DIRECTION RÉGIONALE DES ENTREPRISES,  
DE LA CONCURRENCE, DE LA CONSOMMATION,  
DU TRAVAIL ET DE L'EMPLOI DE NOUVELLE-AQUITAINE  
UNITÉ DÉPARTEMENTALE DE LA CORRÈZE**

BP 314 - Cité Administrative Jean Montalat  
19011 Tulle Cedex

**Arrêté portant renouvellement d'agrément  
d'un organisme de services à la personne  
N° SAP401450960**

Vu le code du travail, notamment ses articles L.7232-1, R.7232-1 à R.7232-13, D.7231-1, D.7231-2 et D.7233-1,  
Vu l'arrêté du 26 décembre 2011 fixant le cahier des charges prévu à l'article R.7232-7 du code du travail,  
Vu l'agrément du 1<sup>er</sup> janvier 2012 à l'organisme Instance de Coordination de l'Autonomie du canton de Lubersac,  
Vu la demande de renouvellement d'agrément présentée le 13 juin 2016, par Madame Hélène SOULLIER, en  
qualité de présidente,  
Vu l'avis émis le 22 septembre 2016 par le président du Conseil départemental de la Corrèze,

**Le préfet de la Corrèze,**

**Arrête :**

Article 1er

L'agrément de l'organisme **INSTANCE DE COORDINATION DE L'AUTONOMIE DU CANTON D'UZERCHE SECTEUR LUBERSAC**, dont l'établissement principal est situé rue du 11 Novembre - 19210 LUBERSAC, est accordé pour une durée de cinq ans à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2017.

La demande de renouvellement devra être déposée dans les conditions fixées par l'article R.7232-9 et, au plus tard, trois mois avant la fin de cet agrément.

Article 2

Cet agrément couvre les activités selon le mode d'intervention indiqué et le département suivants :

- Assistance dans les actes quotidiens de la vie ou aide à l'insertion sociale aux personnes âgées (hors actes de soins relevant d'actes médicaux) (uniquement en mode mandataire) – Département de la Corrèze (19)
- Assistance dans les actes quotidiens de la vie ou aide à l'insertion sociale aux personnes handicapées ou atteintes de pathologies chroniques (hors actes de soins relevant d'actes médicaux) , y compris les enfants handicapés de plus de 3 ans (uniquement en mode mandataire) – Département de la Corrèze (19)
- Accompagnement hors domicile des personnes âgées, handicapées ou atteintes de pathologies chroniques (promenades, aide mobilité et transports acte de la vie courante) (uniquement en mode mandataire) – Département de la Corrèze (19)

### Article 3

Si l'organisme envisage de fournir des activités autres que celles pour lesquelles il est agréé ou d'exercer ses activités sur un département autre que celui pour lequel il est agréé, il devra solliciter une modification préalable de son agrément.

Si l'organisme propose des activités de garde ou d'accompagnement d'enfant de moins de 3 ans, il devra solliciter une modification préalable de son agrément en cas de changement de mode d'intervention.

L'ouverture d'un nouvel établissement ou d'un nouveau local d'accueil dans un département pour lequel il est agréé devra également faire l'objet d'une information préalable auprès de l'unité départementale.

### Article 4

Le présent agrément pourra être retiré si l'organisme agréé :

- cesse de remplir les conditions ou de respecter les obligations mentionnées aux articles R.7232-4 à R.7232-10 du code du travail.
- ne respecte pas les dispositions légales relatives à la santé et à la sécurité au travail,
- exerce d'autres activités que celles mentionnées dans le présent arrêté,
- ne transmet pas au préfet compétent les statistiques mentionnées à l'article R.7232-10 du code du travail.

### Article 5

Cet agrément n'ouvre pas droit aux avantages fiscaux et sociaux fixés par l'article L.7233-2 du code du travail et L.241-10 du code de la sécurité sociale. Conformément à l'article L.7232-1-1 du code du travail, pour ouvrir droit à ces dispositions, l'organisme doit se déclarer et n'exercer que les activités déclarées, à l'exclusion de toute autre (ou tenir une comptabilité séparée pour les organismes dispensés de cette condition par l'article L.7232-1-2).

### Article 6

Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture.

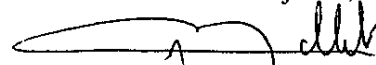
Il peut, dans les deux mois à compter de sa notification, faire l'objet d'un recours gracieux auprès de la DIRECCTE - Unité départementale de la Corrèze ou d'un recours hiérarchique adressé au ministre chargé de l'économie - direction générale des entreprises - mission des services à la personne, 6 rue Louise Weiss, 75703 Paris cedex 13.

Il peut également faire l'objet d'un recours contentieux dans un délai de deux mois à compter de sa notification en saisissant tribunal administratif de Limoges, 1 cours Vergniaud, 87000 Limoges.

En cas de rejet du recours gracieux ou hiérarchique ou en l'absence de réponse à ce recours (rejet implicite), un recours contentieux devant le tribunal administratif peut également être formé contre la décision initiale dans un délai de deux mois à compter de ce rejet.

Fait à Tulle, le 17 octobre 2016

Pour le préfet et par délégation  
Pour la directrice régionale des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi de Nouvelle Aquitaine  
Pour le directeur de l'unité départementale de la Corrèze,  
La directrice adjointe,



Agnès MALLET



Direction régionale des entreprises,de la concurrence,de la  
consommation,du travail et de l'emploi

19-2016-10-12-001

Arrêté portant renouvellement d'agrément d'un organisme  
de services à la personne n°sap380298802



Liberté • Égalité • Fraternité

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PRÉFET DE LA CORRÈZE

**DIRECTION RÉGIONALE DES ENTREPRISES,  
DE LA CONCURRENCE, DE LA CONSOMMATION,  
DU TRAVAIL ET DE L'EMPLOI DE NOUVELLE-AQUITAINE  
UNITÉ DÉPARTEMENTALE DE LA CORRÈZE**

Cité Administrative Jean Montalat  
BP 314 - 19011 Tulle Cedex

**Arrêté portant renouvellement d'agrément  
d'un organisme de services à la personne  
N° SAP380298802**

Vu le code du travail, notamment ses articles L.7232-1, R.7232-1 à R.7232-13, D.7231-1, D.7231-2 et D.7233-1,

Vu l'arrêté du 26 décembre 2011 fixant le cahier des charges prévu à l'article R.7232-7 du code du travail,

Vu l'agrément du 1<sup>er</sup> janvier 2012 à l'organisme Instance de Coordination de l'Autonomie du canton d'Ayen,

Vu la demande de renouvellement d'agrément présentée le 13 juin 2016, par Monsieur Gérard BONNET en qualité de président,

Vu l'avis émis le 22 septembre 2016 par le président du Conseil départemental de la Corrèze,

**Le préfet de la Corrèze,**

**Arrête :**

Article 1er

L'agrément de l'organisme **INSTANCE DE COORDINATION DE L'AUTONOMIE DU CANTON DE L'YSSANDONNAIS - SECTEUR OBJAT**, dont l'établissement principal est situé Mairie, place Charles de Gaulle - 19130 OBJAT, est accordé pour une durée de cinq ans à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2017.

La demande de renouvellement devra être déposée dans les conditions fixées par l'article R.7232-9 et, au plus tard, trois mois avant la fin de cet agrément.

Article 2

Cet agrément couvre les activités selon le mode d'intervention indiqué et les départements suivants :

- Assistance dans les actes quotidiens de la vie ou aide à l'insertion sociale aux personnes âgées (hors actes de soins relevant d'actes médicaux) (uniquement en mode mandataire) – Département de la Corrèze (19)
- Assistance dans les actes quotidiens de la vie ou aide à l'insertion sociale aux personnes handicapées ou atteintes de pathologies chroniques (hors actes de soins relevant d'actes médicaux), y compris les enfants handicapés de plus de 3 ans (uniquement en mode mandataire) – Département de la Corrèze (19)
- Accompagnement hors domicile des personnes âgées, handicapées ou atteintes de pathologies chroniques (promenades, aide mobilité et transports acte de la vie courante) (uniquement en mode mandataire) – Département de la Corrèze (19)

### Article 3

Si l'organisme envisage de fournir des activités autres que celles pour lesquelles il est agréé ou d'exercer ses activités sur un département autre que celui pour lequel il est agréé, il devra solliciter une modification préalable de son agrément.

Si l'organisme propose des activités de garde ou d'accompagnement d'enfant de moins de 3 ans, il devra solliciter une modification préalable de son agrément en cas de changement de mode d'intervention.

L'ouverture d'un nouvel établissement ou d'un nouveau local d'accueil dans un département pour lequel il est agréé devra également faire l'objet d'une information préalable auprès de l'unité départementale.

### Article 4

Le présent agrément pourra être retiré si l'organisme agréé :

- cesse de remplir les conditions ou de respecter les obligations mentionnées aux articles R.7232-4 à R.7232-10 du code du travail.
- ne respecte pas les dispositions légales relatives à la santé et à la sécurité au travail,
- exerce d'autres activités que celles mentionnées dans le présent arrêté,
- ne transmet pas au préfet compétent les statistiques mentionnées à l'article R.7232-10 du code du travail.

### Article 5

Cet agrément n'ouvre pas droit aux avantages fiscaux et sociaux fixés par l'article L. 7233-2 du code du travail et L.241-10 du code de la sécurité sociale. Conformément à l'article L. 7232-1-1 du code du travail, pour ouvrir droit à ces dispositions, l'organisme doit se déclarer et n'exercer que les activités déclarées, à l'exclusion de toute autre (ou tenir une comptabilité séparée pour les organismes dispensés de cette condition par l'article L.7232-1-2).

### Article 6

Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture.

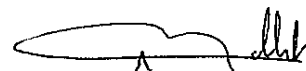
Il peut, dans les deux mois à compter de sa notification, faire l'objet d'un recours gracieux auprès de la DIRECCTE - Unité départementale de la Corrèze ou d'un recours hiérarchique adressé au ministre chargé de l'économie - Direction générale des entreprises - Mission des services à la personne, 6 rue Louise Weiss, 75703 Paris cedex 13.

Il peut également faire l'objet d'un recours contentieux dans un délai de deux mois à compter de sa notification en saisissant le tribunal administratif de Limoges, 1 cours Vergniaud 87000 Limoges.

En cas de rejet du recours gracieux ou hiérarchique ou en l'absence de réponse à ce recours (rejet implicite), un recours contentieux devant le tribunal administratif peut également être formé contre la décision initiale dans un délai de deux mois à compter de ce rejet.

Fait à Tulle, le 12 octobre 2016

Pour le préfet et par subdélégation  
Pour la directrice régionale des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi de Nouvelle-Aquitaine  
Pour le directeur de l'unité départementale de la Corrèze,  
La directrice adjointe,



Agnès MALLET

Direction régionale des entreprises,de la concurrence,de la  
consommation,du travail et de l'emploi

19-2016-10-14-001

Arrêté portant renouvellement d'agrément d'un organisme  
de services à la personne n°SAP392595591



Liberté • Égalité • Fraternité  
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PRÉFET DE LA CORRÈZE

**DIRECTION RÉGIONALE DES ENTREPRISES,  
DE LA CONCURRENCE, DE LA CONSOMMATION,  
DU TRAVAIL ET DE L'EMPLOI DE NOUVELLE-AQUITAINE  
UNITÉ DÉPARTEMENTALE DE LA CORRÈZE**

Cité Administrative Jean Montalat  
BP 314 - 19011 Tulle Cedex

**Arrêté portant renouvellement d'agrément  
d'un organisme de services à la personne  
N° SAP392595591**

Vu le code du travail, notamment ses articles L.7232-1, R.7232-1 à R.7232-13, D.7231-1, D.7231-2 et D.7233-1,

Vu l'arrêté du 26 décembre 2011 fixant le cahier des charges prévu à l'article R.7232-7 du code du travail,

Vu l'agrément du 1<sup>er</sup> janvier 2012 à l'organisme Instance de Coordination de l'Autonomie du canton de Brive Centre,

Vu la demande de renouvellement d'agrément présentée le 7 juillet 2016, par Monsieur Julien BOUNIE en qualité de président,

Vu l'avis émis le 10 octobre 2016 par le président du Conseil départemental de la Corrèze,

**Le préfet de la Corrèze,**

**Arrête :**

Article 1er

L'agrément de l'organisme **INSTANCE DE COORDINATION DE L'AUTONOMIE DU CANTON DE BRIVE 2 NORD CENTRE**, dont l'établissement principal est situé 15 rue des Récollets - 19100 BRIVE LA GAILLARDE, est accordé pour une durée de cinq ans à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2017.

La demande de renouvellement devra être déposée dans les conditions fixées par l'article R.7232-9 et, au plus tard, trois mois avant la fin de cet agrément.

Article 2

Cet agrément couvre les activités selon le mode d'intervention indiqué et le département suivants :

- Assistance dans les actes quotidiens de la vie ou aide à l'insertion sociale aux personnes âgées (hors actes de soins relevant d'actes médicaux) (uniquement en mode mandataire) – Département de la Corrèze (19)
- Assistance dans les actes quotidiens de la vie ou aide à l'insertion sociale aux personnes handicapées ou atteintes de pathologies chroniques (hors actes de soins relevant d'actes médicaux), y compris les enfants handicapés de plus de 3 ans (uniquement en mode mandataire) – Département de la Corrèze (19)

Article 3

Si l'organisme envisage de fournir des activités autres que celles pour lesquelles il est agréé ou d'exercer ses activités sur un département autre que celui pour lequel il est agréé, il devra solliciter une modification préalable de son agrément.

Si l'organisme propose des activités de garde ou d'accompagnement d'enfant de moins de 3 ans, il devra solliciter une modification préalable de son agrément en cas de changement de mode d'intervention.

L'ouverture d'un nouvel établissement ou d'un nouveau local d'accueil dans un département pour lequel il est agréé devra également faire l'objet d'une information préalable auprès de l'unité départementale.

#### Article 4

Le présent agrément pourra être retiré si l'organisme agréé :

- cesse de remplir les conditions ou de respecter les obligations mentionnées aux articles R.7232-4 à R.7232-10 du code du travail.
- ne respecte pas les dispositions légales relatives à la santé et à la sécurité au travail,
- exerce d'autres activités que celles mentionnées dans le présent arrêté,
- ne transmet pas au préfet compétent les statistiques mentionnées à l'article R.7232-10 du code du travail.

#### Article 5

Cet agrément n'ouvre pas droit aux avantages fiscaux et sociaux fixés par l'article L. 7233-2 du code du travail et L. 241-10 du code de la sécurité sociale. Conformément à l'article L. 7232-1-1 du code du travail, pour ouvrir droit à ces dispositions, l'organisme doit se déclarer et n'exercer que les activités déclarées, à l'exclusion de toute autre (ou tenir une comptabilité séparée pour les organismes dispensés de cette condition par l'article L. 7232-1-2).

#### Article 6

Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture.

Il peut, dans les deux mois à compter de sa notification, faire l'objet d'un recours gracieux auprès de la DIRECCTE - Unité départementale de la Corrèze ou d'un recours hiérarchique adressé au ministre chargé de l'économie - Direction générale des entreprises - mission des services à la personne, 6 rue Louise Weiss, 75703 Paris cedex 13.

Il peut également faire l'objet d'un recours contentieux dans un délai de deux mois à compter de sa notification en saisissant Tribunal Administratif de Limoges, 1 cours Vergniaud, 87000 Limoges.

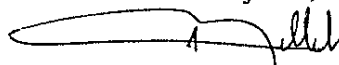
En cas de rejet du recours gracieux ou hiérarchique ou en l'absence de réponse à ce recours (rejet implicite), un recours contentieux devant le Tribunal Administratif peut également être formé contre la décision initiale dans un délai de deux mois à compter de ce rejet.

Fait à Tulle, le 14 octobre 2016

Pour le préfet et par délégation

Pour la directrice régionale des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi de Nouvelle-Aquitaine

Pour le directeur de l'Unité départementale de la Corrèze, la directrice adjointe,



Agnès MALLET

Direction régionale des entreprises,de la concurrence,de la  
consommation,du travail et de l'emploi

19-2016-10-19-002

Récépissé de déclaration d'un organisme de services à la  
personne enregistré sous le n° SAP/537406613



*Liberté • Égalité • Fraternité*

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PRÉFET DE LA CORRÈZE

*DIRECTION RÉGIONALE DES ENTREPRISES,  
DE LA CONCURRENCE, DE LA CONSOMMATION,  
DU TRAVAIL ET DE L'EMPLOI DE  
NOUVELLE-AQUITAINE  
UNITÉ DÉPARTEMENTALE DE LA CORRÈZE*

Cité Administrative Jean Montalat  
BP 314 - 19011 Tulle Cedex

Téléphone : 05 87 79 50 06  
alpc-ud19.sap@direccte.gouv.fr

**Récépissé de déclaration  
d'un organisme de services à la personne  
enregistré sous le N° SAP537406613  
N° SIREN 537406613**

Vu le code du travail et notamment les articles L.7231-1 à L.7233-2, R.7232-18 à R.7232-24, D.7231-1 et D.7233-1 à D.7233-5,

Vu l'agrément simple en date du 18 novembre 2011 à l'organisme SEVE SERVICE,

**Le préfet de la Corrèze**

**Constate :**

Qu'une déclaration d'activités de services à la personne a été déposée, dans le cadre du renouvellement de l'agrément simple, auprès de la DIRECCTE - Unité départementale de la Corrèze, le 18 octobre 2016, par Monsieur Bernard SAGE en qualité de gérant, pour l'organisme SEVE SERVICE dont l'établissement principal est situé 42 boulevard du Pilard - 19300 EGLETONS, et enregistrée sous le N°SAP537406613 pour les activités suivantes :

**Activités relevant uniquement de la déclaration :**

- Petits travaux de jardinage

Ces activités sont effectuées en qualité de prestataire.

Toute modification concernant les activités exercées devra faire l'objet d'une déclaration modificative préalable.

Sous réserve d'être exercées à titre exclusif (ou sous réserve d'une comptabilité séparée pour les personnes morales dispensées de cette condition), ces activités ouvrent droit au bénéfice des dispositions des articles L.7233-2 du code du travail et L.241-10 du code de la sécurité sociale dans les conditions prévues par ces articles.



Les effets de la déclaration courent à compter du jour de la demande de déclaration, conformément à l'article R.7232-20 du code du travail.

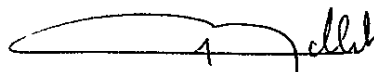
Le présent récépissé n'est pas limité dans le temps.

L'enregistrement de la déclaration peut être retiré dans les conditions fixées aux articles R.7232-22 à R.7232-24 du code du travail.

Le présent récépissé sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture.

Fait à Tulle, le 19 octobre 2016

Pour le préfet et par délégation  
Pour la directrice régionale des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi de Nouvelle-Aquitaine  
Pour le directeur de l'unité départementale  
de la Corrèze,  
La directrice adjointe de l'unité départementale,



Agnès MALLET

Direction régionale des entreprises,de la concurrence,de la  
consommation,du travail et de l'emploi

19-2016-10-14-002

Récépissé de déclaration d'un organisme de services à la  
personne enregistré sous le n° SAP392595591



*Liberté • Égalité • Fraternité*

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PRÉFET DE LA CORRÈZE

**DIRECTION RÉGIONALE DES ENTREPRISES,  
DE LA CONCURRENCE, DE LA CONSOMMATION,  
DU TRAVAIL ET DE L'EMPLOI DE  
NOUVELLE-AQUITAINE  
UNITÉ DÉPARTEMENTALE DE LA CORRÈZE**

Cité Administrative Jean Montalat  
BP19011 Tulle Cedex

Téléphone : 05 87 79 50 06  
alpc-ud19.sap@direccte.gouv.fr

**Récépissé de déclaration  
d'un organisme de services à la personne  
enregistré sous le N° SAP392595591  
N° SIREN 392595591**

Vu le code du travail et notamment les articles L.7231-1 à L.7233-2, R.7232-18 à R.7232-24, D.7231-1 et D.7233-1 à D.7233-5,

Vu l'agrément en date du 1<sup>er</sup> janvier 2012 à l'organisme Instance de Coordination de l'Autonomie du canton de Brive Centre,

Vu le renouvellement de l'agrément valable à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2017 à l'organisme Instance de Coordination de l'Autonomie du canton de Brive 2 Nord Centre,

**Le préfet de la Corrèze**

**Constate :**

Qu'une déclaration d'activités de services à la personne a été déposée auprès de la DIRECCTE - Unité départementale de la Corrèze le 7 juillet 2016 par Monsieur Julien BOUNIE en qualité de président, pour l'organisme Instance de Coordination de l'Autonomie du canton de Brive 2 Nord Centre dont l'établissement principal est situé 15 rue des Récollets - 19100 BRIVE LA GAILLARDE, et enregistré sous le N°SAP392595591 pour les activités suivantes :

**Activités relevant uniquement de la déclaration :**

- Entretien de la maison et travaux ménagers
- Préparation de repas à domicile (inclus le temps passé aux courses)
- Assistance administrative à domicile

**Activités soumises à agrément de l'État (mode mandataire) :**

- Assistance dans les actes quotidiens de la vie ou aide à l'insertion sociale aux personnes âgées (hors actes de soins relevant d'actes médicaux) – Département de la Corrèze (19)
- Assistance dans les actes quotidiens de la vie ou aide à l'insertion sociale aux personnes handicapées ou atteintes de pathologies chroniques (hors actes de soins relevant d'actes médicaux), y compris les enfants handicapés de plus de 3 ans – Département de la Corrèze (19)

Toute modification concernant les activités exercées devra faire l'objet d'une déclaration modificative préalable.

Sous réserve d'être exercées à titre exclusif (ou sous réserve d'une comptabilité séparée pour les personnes morales dispensées de cette condition), ces activités ouvrent droit au bénéfice des dispositions des articles L.7233-2 du code du travail et L.241-10 du code de la sécurité sociale dans les conditions prévues par ces articles.

Les effets de la déclaration courent à compter du jour de la demande de déclaration, conformément à l'article R.7232-20 du code du travail.

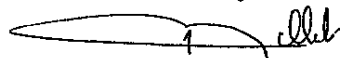
Le présent récépissé n'est pas limité dans le temps.

L'enregistrement de la déclaration peut être retiré dans les conditions fixées aux articles R.7232-22 à R.7232-24 du code du travail.

Le présent récépissé sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture.

Fait à Tulle, le 14 octobre 2016

Pour le préfet et par délégation  
Pour la directrice régionale des entreprises, de la  
concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi  
de Nouvelle-Aquitaine  
Pour le directeur de l'Unité départementale de la Corrèze,  
La directrice adjointe,



Agnès MALLET

Direction régionale des entreprises,de la concurrence,de la  
consommation,du travail et de l'emploi

19-2016-10-17-002

Récépissé de déclaration d'un organisme de services à la  
personne enregistré sous le n° SAP401450960



Liberté • Égalité • Fraternité

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PRÉFET DE LA CORRÈZE

*DIRECTION RÉGIONALE DES ENTREPRISES,  
DE LA CONCURRENCE, DE LA CONSOMMATION,  
DU TRAVAIL ET DE L'EMPLOI DE  
NOUVELLE-AQUITAINE  
UNITÉ DÉPARTEMENTALE DE LA CORRÈZE*

BP 314 - Cité Administrative Jean Montalat  
19011 Tulle Cedex

**Récépissé de déclaration  
d'un organisme de services à la personne  
enregistré sous le N° SAP401450960  
N° SIREN 401450960**

Vu le code du travail et notamment les articles L.7231-1 à L.7233-2, R.7232-18 à R.7232-24, D.7231-1 et D.7233-1 à D.7233-5,

Vu l'agrément en date du 1<sup>er</sup> janvier 2012 à l'organisme Instance de Coordination de l'Autonomie du canton de Lubersac,

Vu le renouvellement de l'agrément valable à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2017 à l'organisme Instance de Coordination de l'Autonomie du canton d'Uzerche secteur Lubersac,

**Le préfet de la Corrèze**

**Constate :**

Qu'une déclaration d'activités de services à la personne a été déposée auprès de la DIRECCTE - Unité départementale de la Corrèze le 13 juin 2016 par Madame Hélène SOULLIER en qualité de présidente, pour l'organisme Instance de Coordination de l'Autonomie du canton d'Uzerche secteur Lubersac, dont l'établissement principal est situé Rue du 11 Novembre - 19210 LUBERSAC, et enregistré sous le N° SAP401450960 pour les activités suivantes :

**Activités relevant uniquement de la déclaration :**

- Entretien de la maison et travaux ménagers
- Préparation de repas à domicile (inclus le temps passé aux courses)
- Assistance administrative à domicile
- Assistance des personnes qui ont besoin d'une aide temporaire (hors PA/PH et pathologies chroniques) (hors actes de soins relevant d'actes médicaux)
- Coordination et délivrance des services à la personne

**Activités soumises à agrément de l'État (mode mandataire) :**

- Assistance dans les actes quotidiens de la vie ou aide à l'insertion sociale aux personnes âgées (hors actes de soins relevant d'actes médicaux) – pour le département de la Corrèze (19)
- Assistance dans les actes quotidiens de la vie ou aide à l'insertion sociale aux personnes handicapées ou

atteintes de pathologies chroniques (hors actes de soins relevant d'actes médicaux), y compris les enfants handicapés de plus de 3 ans – pour le département de la Corrèze (19)

- Accompagnement hors domicile des personnes âgées, handicapées ou atteintes de pathologies chroniques (promenades, aide mobilité et transports acte de la vie courante) – pour le département de la Corrèze (19)

Toute modification concernant les activités exercées devra faire l'objet d'une déclaration modificative préalable.

Sous réserve d'être exercées à titre exclusif (ou sous réserve d'une comptabilité séparée pour les personnes morales dispensées de cette condition), ces activités ouvrent droit au bénéfice des dispositions des articles L. 7233-2 du code du travail et L. 241-10 du code de la sécurité sociale dans les conditions prévues par ces articles.

Les effets de la déclaration courent à compter du jour de la demande de déclaration, conformément à l'article R.7232-20 du code du travail.

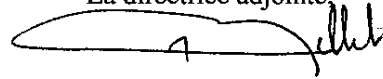
Le présent récépissé n'est pas limité dans le temps.

L'enregistrement de la déclaration peut être retiré dans les conditions fixées aux articles R.7232-22 à R.7232-24 du code du travail.

Le présent récépissé sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture.

Fait à Tulle, le 17 octobre 2016

Pour le préfet et par délégation  
Pour la directrice régionale des entreprises, de  
la concurrence, de la consommation, du travail  
et de l'emploi de Nouvelle Aquitaine  
Pour le directeur de l'unité départementale  
de la Corrèze,  
La directrice adjointe



Agnès MALLET

Direction régionale des entreprises,de la concurrence,de la  
consommation,du travail et de l'emploi

19-2016-10-12-002

Récépissé de déclaration d'un organisme de services à la  
personne enregistré sous le n°SAP380298802





Liberté • Égalité • Fraternité

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PRÉFET DE LA CORRÈZE

*DIRECTION RÉGIONALE DES ENTREPRISES,  
DE LA CONCURRENCE, DE LA CONSOMMATION,  
DU TRAVAIL ET DE L'EMPLOI DE  
NOUVELLE-AQUITAINE  
UNITÉ DÉPARTEMENTALE DE LA CORRÈZE*

Cité Administrative Jean Montalat  
BP 314 - 19011 Tulle Cedex

**Récépissé de déclaration  
d'un organisme de services à la personne  
enregistré sous le N° SAP380298802  
N° SIREN 380298802**

Vu le code du travail et notamment les articles L.7231-1 à L.7233-2, R.7232-18 à R.7232-24, D.7231-1 et D.7233-1 à D.7233-5,

Vu l'agrément en date du 1er janvier 2012 à l'organisme Instance de Coordination de l'Autonomie du canton d'Ayen,

Vu le renouvellement de l'agrément valable à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2017 délivré à l'organisme Instance de Coordination de l'Autonomie de l'Yssandonnais secteur Objat,

**Le préfet de la Corrèze**

**Constate :**

Qu'une déclaration d'activités de services à la personne a été déposée auprès de la DIRECCTE - Unité départementale de la Corrèze le 13 juin 2016 par Monsieur Gérard BONNET en qualité de président, pour l'organisme Instance de Coordination de l'Autonomie du canton de l'Yssandonnais secteur Objat dont l'établissement principal est situé Mairie Place Charles de Gaulle - 19130 OBJAT, et enregistré sous le N° SAP380298802 pour les activités suivantes :

**Activités relevant uniquement de la déclaration :**

- Entretien de la maison et travaux ménagers
- Préparation de repas à domicile (inclus le temps passé aux courses)
- Assistance administrative à domicile
- Assistance des personnes qui ont besoin d'une aide temporaire (hors PA/PH et pathologies chroniques) (hors actes de soins relevant d'actes médicaux)
- Coordination et délivrance des services à la personne

**Activités soumises à agrément de l'État (mode mandataire) :**

- Assistance dans les actes quotidiens de la vie ou aide à l'insertion sociale aux personnes âgées (hors actes de soins relevant d'actes médicaux) – Département de la Corrèze (19)
- Assistance dans les actes quotidiens de la vie ou aide à l'insertion sociale aux personnes handicapées ou

atteintes de pathologies chroniques (hors actes de soins relevant d'actes médicaux) , y compris les enfants handicapés de plus de 3 ans – Département de la Corrèze (19)

- Accompagnement hors domicile des personnes âgées, handicapées ou atteintes de pathologies chroniques (promenades, aide mobilité et transports acte de la vie courante) – Département de la Corrèze (19)

Toute modification concernant les activités exercées devra faire l'objet d'une déclaration modificative préalable.

Sous réserve d'être exercées à titre exclusif (ou sous réserve d'une comptabilité séparée pour les personnes morales dispensées de cette condition), ces activités ouvrent droit au bénéfice des dispositions des articles L. 7233-2 du code du travail et L. 241-10 du code de la sécurité sociale dans les conditions prévues par ces articles.

Les effets de la déclaration courent à compter du jour de la demande de déclaration, conformément à l'article R.7232-20 du code du travail.

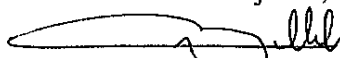
Le présent récépissé n'est pas limité dans le temps.

L'enregistrement de la déclaration peut être retiré dans les conditions fixées aux articles R.7232-22 à R.7232-24 du code du travail.

Le présent récépissé sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture.

Fait à Tulle, le 12 octobre 2016

Pour le préfet et par délégation  
Pour la directrice régionale des entreprises, de la  
concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi  
de Nouvelle-Aquitaine  
Pour le directeur de l'unité départementale de la Corrèze,  
La directrice adjointe,



Agnès MALLET

Préfecture - Mission de coordination interministérielle

19-2016-10-28-001

Arrêté préfectoral n°19-2016-00346 portant modification de l'arrêté n°19-2015-00400 au titre de l'article 1 214-3 du code de l'environnement concernant l'opération de renaturation de la rivière Corrèze



Liberté • Égalité • Fraternité  
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PREFET DE LA CORRÈZE

Direction départementale des territoires  
de la Corrèze

**Arrêté préfectoral n°19-2016-00346  
portant modification de l'arrêté d'autorisation n°19-2015-00400  
au titre de l'article 1 214-3 du code de l'environnement  
concernant l'opération de renaturation de la rivière Corrèze**

**Commune de Tulle**

Le préfet de la Corrèze,

VU le code de l'environnement, partie législative ;

VU les articles R 214-1 à R 214-5, R 214-6 à R 214-31 et R 214-41 à R 214-56 du Code de l'Environnement, partie réglementaire ;

VU le décret n°2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements ;

VU l'arrêté préfectoral n°19-2015-00400 du 20 juillet 2016 portant autorisation au titre de l'article 1 214-3 du code de l'environnement concernant l'opération de renaturation de la rivière Corrèze ;

VU le courrier du président de Tulle'Agglo du 24 octobre 2016 demandant de déroger aux dates fixées dans l'article 5 de l'arrêté préfectoral n°19-2015-00400 du 20 juillet 2016 portant autorisation au titre de l'article 1 214-3 du code de l'environnement concernant l'opération de renaturation de la rivière Corrèze ;

Considérant le maintien de débits faibles sur la rivière Corrèze ;

Considérant les impacts sur le milieu aquatique de reporter en 2017 une partie des travaux relatif au tronçon 1 (secteur délimité à l'amont par le camping municipal et à l'aval par le pont des Soldats) de l'opération de renaturation de la rivière Corrèze ;

Considérant les mesures mises en œuvre par le bénéficiaire pour limiter l'incidence des travaux sur le milieu aquatique et pour prévenir tout dommage ou pollution en cas de montée des eaux ;

Sur proposition du secrétaire général de la préfecture de la Corrèze ;

## Arrête

### Article 1<sup>er</sup> - Exécution des travaux

Le dernier alinéa de l'article 5 de l'arrêté préfectoral n°19-2015-00400 du 20 juillet 2016 portant autorisation au titre de l'article 1 214-3 du code de l'environnement concernant l'opération de renaturation de la rivière Corrèze est modifié.

Le bénéficiaire est autorisé, pour l'année 2016, à prolonger la période d'intervention dans le lit mineur de la Corrèze jusqu'au 18 novembre 2016. Les travaux à réaliser concernent uniquement le tronçon 1 de l'opération de renaturation de la Corrèze délimité à l'amont par le camping municipal et à l'aval par le pont des Soldats.

Toutes les mesures seront prises pour ne pas porter atteinte au milieu pendant la durée de l'opération.

Les autres articles de l'arrêté préfectoral n°19-2015-00400 du 20 juillet 2016 restent inchangés.

### Art. 2 : Publication et information des tiers :

Une copie de cet arrêté sera transmise à la mairie de Tulle pour affichage pendant une durée minimale d'un mois. Il sera mis à la disposition du public sur le site internet de la préfecture de la Corrèze pendant une durée d'au moins un an.

### Art. 3 : Voies et délais de recours :

Dans un délai de deux mois à compter de la réception de cet arrêté par le pétitionnaire, ce dernier peut présenter un recours gracieux. Le silence gardé par l'administration pendant plus de deux mois sur la demande de recours gracieux emporte décision implicite de rejet de cette demande conformément à l'article R421-2 du code de justice administrative.

Le présent arrêté est susceptible de recours devant le tribunal administratif territorialement compétent, en application de l'article R514-3-1 du code de l'environnement :

- par le pétitionnaire, dans un délai de deux mois, à compter de la date de notification du présent arrêté ;
- par les tiers, personnes physiques ou morales, les communes intéressées ou leurs groupements, en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés aux articles L211-1 et L511-1 du code de l'environnement, dans un délai d'un an à compter de la publication ou de l'affichage en mairie de cette décision. Toutefois, si la mise en service de l'installation n'est pas intervenue six mois après la publication ou l'affichage de cette décision, le délai de recours continue à courir jusqu'à l'expiration d'une période de six mois après cette mise en service.

**Art. 4 : Exécution :**

Le secrétaire général de la préfecture,

Le maire de la commune de Tulle,

Le directeur départemental des territoires de la Corrèze,

Le chef du service départemental de l'ONEMA,

Le commandant du groupement de gendarmerie de la Corrèze,

sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture la Corrèze, et dont une copie sera tenue à la disposition du public dans chaque mairie intéressée.

Tulle, le 03 OCT. 2016

Le préfet



Bertrand GAUMB'



Préfecture / Direction des relations avec les collectivités  
locales /Bureau de l'urbanisme et du cadre de vie

19-2016-10-24-002

avis de prorogation de DUP du 16 décembre 2011 pour la  
restauration immobilière La Barrière - Tulle



## Avis de prorogation de déclaration d'utilité publique

Le public est informé que par arrêté préfectoral du 24 octobre 2016 est intervenue la décision suivante :

- Prorogation de la déclaration d'utilité publique du 16 décembre 2011 concernant les travaux nécessaires à la réhabilitation de 6 immeubles situés dans le périmètre de restauration immobilière « La Barrière », programme n° 4 , commune de Tulle.

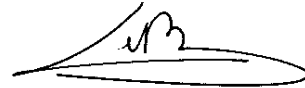
-----

Le maître d'ouvrage est la commune de Tulle qui dispose de 5 années supplémentaires pour procéder aux expropriations nécessaires à la réalisation du projet.

L'arrêté intégral peut être consulté à la préfecture de la Corrèze ( bureau de l'urbanisme et du cadre de vie, 1 rue Souham à Tulle) et dans les locaux de la mairie de Tulle.

Pour le préfet et par délégation,

Le chef de bureau

A handwritten signature in black ink, appearing to be 'ALB', written over a horizontal line.

Armelle Le Brun